

## *Relevé des interventions des membres du CN du 5 février 2022*

*Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.*

### **Céline Brulin – Seine-Maritime**

Nous sommes face à un problème très important : l'électorat de gauche n'est pas du tout mobilisé pour cette séquence électorale. Je parle de séquence parce qu'il y a une élection présidentielle - ça n'aura échappé à personne - mais il y a aussi des élections législatives qui devraient être notre priorité politique.

La feuille de route de notre direction nationale, depuis le dernier congrès, est de lutter contre l'effacement du Parti communiste français. Or, conclure cette séquence électorale en n'ayant plus de groupe communiste à l'assemblée nationale, contribuerait à l'effacement du Parti communiste.

Nous sommes face à une contradiction majeure, Ian Brossat l'a pointée dans son rapport : la priorité n°1 des Français c'est le pouvoir d'achat, les salaires. Viennent ensuite les questions de santé, une thématique très féconde pour les idées que nous portons, pour ceux qui portent le progrès social, en général.

Mais dans ce contexte qui pourrait être extrêmement fécond, la gauche, dans toutes ses composantes, fait le choix de ne pas être un sujet de cette séquence électorale. La gauche, dans toutes ses composantes, fait le choix de ne pas être une alternative à Macron, à la droite, à l'extrême-droite.

Je ne sais pas si vous entendez, comme moi - mais j'imagine qu'il n'y a pas qu'en Normandie que les gens disent ce genre de choses - ils balaient la multitude des candidats de gauche en décernant des appréciations plus ou moins positives, et souvent positives pour ceux qui ont pu entendre le notre ...et concluent en disant : « et Péresse ? ». Faute d'alternative à gauche, des électeurs de gauche cherchent en effet du côté de la droite et on voit bien l'impasse terrible que cela révèle pour notre peuple.

Je pense donc qu'il faut que nous cherchions, et il n'est jamais trop tard pour le faire, les voies d'un rassemblement à gauche, particulièrement dans la partie la plus combative de la gauche.

On voit bien en effet que l'option socialiste, social-démocrate, dans toutes les nuances avec lesquelles elle s'exprime aujourd'hui ne crée aucune appétence dans l'électorat de gauche.

D'ailleurs beaucoup de camarades adhéraient à l'idée qu'il fallait mettre une candidature communiste dans le paysage politique pour dire l'option communiste que nous portons, mais que ça ne devait pas être contradictoire avec notre volonté de rassemblement. Certains suggéraient même que nous la retirions, le moment venu, pour produire un grand geste rassembleur.

Nous portons un programme, nous disons « votez pour nous ». Mais chacun sait que Fabien Roussel ne sera malheureusement pas président de la République. Donc nous devons inscrire l'option communiste, les idées que nous portons dans quelque chose de plus large, qui se donne une vocation majoritaire, avec d'autres. Sinon, les citoyens en concluront que nous n'avons aucun moyen de mettre en œuvre concrètement, ce que nous préconisons.

Or nous ne portons pas ça, ni dans la présidentielle, ni dans la préparation des législatives alors même que celles-ci ont précisément vocation à construire la majorité qui gouvernera le pays. Nous ne travaillons pas à ce que nous appelons le pacte d'engagements communs pour les législatives. Et quand bien même nous parviendrions, « sur le tapis vert », à signer des accords avec telle ou telle force politique, comment les Français à qui nous nous adressons pourraient-ils comprendre qu'il y ait d'un côté toute cette pléiade de candidats de gauche à l'élection présidentielle alors qu'aux législatives nous choisissons de nous rassembler. Nous risquons tous, à gauche, d'être accusés de vouloir sauver les 63 malheureux sièges détenus par un député de gauche ou écologique à l'assemblée, après avoir refusé d'essayer de

construire une alternative et des perspectives à travers la présidentielle. Il est encore temps de produire des gestes de rassemblement. Il est encore temps de faire des législatives la priorité politique du Parti communiste français, dans cette séquence électorale. C'est attendu des communistes. Et nous serions une direction nationale utile si nous produisons ce genre de geste. Le vote communiste est indexé sur l'espoir. Il n'y aura pas de vote communiste si nous ne recréons pas de l'espoir. C'est entre nos mains. Le Parti communiste doit être utile. Son utilité c'est d'ouvrir une perspective dans notre pays plutôt que d'abandonner notre peuple au seul choix entre les libéraux et les faschos.

### **Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine**

Je voudrais intervenir sur 2 points :

Premier point :

Retour sur le congrès de la CGT Métallurgie. La métallurgie c'est un million et demi de salariés mais chaque emploi dans la métallurgie engendre de 3 à 5 emplois dans les bassins d'emploi. Il a été question de réindustrialisation, de salaires, et du projet de nouvelle convention collective (en gros le projet patronal est de détruire tous les acquis et de flexibiliser la vie du salarié en fonction des besoins instantanés des entreprises, que ce soit en terme salarial, de protection sociale ou de temps de travail). Avec en toile de fond le fait que la Métallurgie est le fer de lance du Medef pour toutes les autres branches. Bref la campagne de Roussel est dans le ton, comme en témoigne le très bon accueil qui lui a été fait dans bien des boîtes mais en particulier dans la mienne (Thalès 40 000 salarié·e·s) en particulier quand il a parlé compétences, utilité pour le pays de l'ouvrier à l'ingénieur, égalité salariale mais aussi droit d'intervention des salarié·e·s dans leur entreprise (à l'applaudimètre les gens sont réceptifs !). En conclusion : soyons décomplexés et allons au-devant des salarié·e·s dans les boîtes. C'est le moment d'autant que nous sommes en pleine saison des négociations salariales et que pour nombre de salariés et d'entreprises le compte n'y est pas. On voit d'ailleurs des mobilisations historiques sur le sujet même dans les populations d'ingé et cadres.

2-Les jeunes.

L'espace Niemeyer a été sollicité fin décembre par Laylow un jeune rappeur qui fait 6 millions de vues sur YouTube. Celui-ci souhaiterait filmer au colonel Fabien et faire un clin d'œil à Fabien pour une de ses chansons. La facture qu'on lui propose de 30 000 € est inabordable pour lui. 6 millions de vues ça fait un paquet d'heures de distributions au marché par un paquet de camarades. Nous avons dit que nous souffrions d'un déficit de visibilité chez les jeunes. Il serait peut-être opportun de revoir notre stratégie et lui proposer un tarif plus intéressant ?

### **Sébastien Laborde – Gironde – (*Non communiquée*)**

### **Amar Bellal – Ile-et-Vilaine**

Je me réjouis du contenu de la campagne de Fabien Roussel, et je le dis en ayant conscience que nous revenons de très loin. Imaginons un seul instant si, sur tous ces sujets incontournables de la campagne, l'énergie nucléaire, la ré-industrialisation, les questions autour de notre rapport à la république, la laïcité, si nous avions flanché et cédé il y a quelques années ? Nos positions seraient aujourd'hui perçues comme opportunistes, dans le seul but de se différencier des autres, et ainsi inaudibles. Or ces positions sont le fruit d'un travail de fond, de débats qui ont été menés par des commissions, des revues, et ce pendant des années,

et il faut le dire, cela n'a pas toujours été facile de se faire entendre. Cela devrait nous faire réfléchir et retrouver confiance en nous, en notre propre réflexion, et non pas forcément « sous-traiter » une part de nos propositions en collant aux idées d'ONG ou de certaines associations en vogue pour plaire. Il faut dire aussi que la réalité hélas nous a beaucoup « aidé » sur plusieurs de ces débats : par exemple les feux de forêts gigantesques de cet été et d'autres événements à travers la planète liés au changement climatique déjà bien mesurable, pour rappel +1,1 degré de réchauffement par rapport à l'ère industrielle, et d'ici 2030 d'après les prévisions des scientifiques nous connaissons une température jamais atteinte depuis des centaines de milliers d'années, tous ces événements climatiques ont fait beaucoup plus que des millions de tracts sensibilisant sur le climat : cela a participé à faire bouger les lignes sur le nucléaire par exemple. Rappelons qu'en 2018, le GIEC avait mis en avant 5 scénarios énergétiques mondiaux compatibles avec un réchauffement limité à 1.5 degré, et où la production d'électricité nucléaire progressait du double au quintuple par rapport à la production actuelle : cela devrait faire réfléchir les antinucléaires, il n'est pas honnête d'invoquer le GIEC que lorsque cela arrange.

Cette campagne nous montre qu'il y a un espace pour les idées communistes : face au défi climatique, au défi de l'épuisement des ressources, de la pollution, le chemin est très étroit et nous ne pouvons plus perdre de temps avec le capitalisme, la réalité nous donne encore une fois raison. C'est la nécessité d'un monde de coopération, de planification, de financements massifs échappant au critère de rentabilité et de profit, la nécessité de dépenses pour la formation et l'élévation des qualifications pour toute l'humanité, qui doivent prévaloir. On le voit aussi avec la pandémie où il faudrait vacciner la planète entière pour y mettre fin, libérer les brevets et produire en masse à prix coûtant des vaccins, mais cela heurte les fondements du capitalisme. Face au TINA (There is no alternative) de Margaret Thatcher, il faut opposer maintenant l'alternative communiste.

Face à ces défis, nous sommes hélas encore trop prisonniers d'une vision étroite de la figure de « l'intellectuel » : on y voit avant tout des historiens, des sociologues ou des philosophes. Pourtant on a aujourd'hui besoin d'autres intellectuels : des économistes, des scientifiques, des ingénieurs, ainsi que des techniciens et des ouvriers qui ont pu développer une réflexion dans leurs domaines d'activité, car les défis à affronter sont à la fois politiques, mais aussi industriels, scientifiques et logistiques. C'est primordial pour construire des analyses et des propositions crédibles et dépasser les simples slogans. Et je ne peux plus, ne veux plus, entendre qu'il y aurait d'un côté des grands penseurs qui réfléchiraient aux grandes questions politiques et à la visée communiste, et pour le reste, pour la résolution concrète du problème climatique, du défi alimentaire, de l'épuisement des ressources, se contenter de se dire que « l'intendance suivra », que c'est qu'une simple formalité. C'est une vision étroite, paresseuse pour ne pas dire présomptueuse. D'accord avec le mot d'ordre de « l'écologie des solutions et non de la punition » mais il faut se donner les moyens de cette ambition et travailler à comment le traduire réellement.

Enfin il a été évoqué la question des grandes écoles favorisées par Macron en les opposant aux universités et leur manque de financement bien connu. Il faut faire attention au discours, bien faire la distinction avec les grandes écoles d'ingénieurs qui ont grandement participé à la construction industrielle de notre pays : sans Polytechnique, Centrale, les Mines, ENSI, ENSAM, INSA, Supélec, Supaero et autres, il n'y aurait pas eu d'EDF, de SNCF, d'Airbus, de Framatome, d'Aérospatiale, de Rhône Poulenc, d'Alstom, France Télécom etc, tels que

nous les connaissons ou les avons connus ...Le projet de Macron c'est de vider l'originalité et la spécificité de ces écoles, les vider de leur contenus scientifiques pour en faire de vulgaires écoles de management et de commerce, et de les rendre totalement inaccessibles aux classes populaires. Il faut donc les défendre malgré certaines dérives, ce sont des outils incontournables, les ingénieurs français sont enviés à travers le monde pour leur niveau de formation, et ces écoles sont des lieux où il y a aussi de la contestation à l'ordre établi, beaucoup de jeunes ingénieurs dénoncent les délocalisations des industries et la vente des savoirs faire de la France, de ses brevets, beaucoup ont conscience de l'impératif écologique et de la nécessité de produire autrement. Par contre on peut tout à fait supprimer les grandes écoles de commerce de type ESSEC ou HEC, véritables vecteurs idéologiques du néolibéralisme, ou tout au moins les transformer en profondeur en écoles au service de l'administration du pays, pour travailler dans de grandes banques de services publics financiers par exemple.

### **Gisèle Malaval – Aube**

L'indépendance énergétique de la France, la nécessité d'une énergie totalement décarbonée avant 2050 et la sécurité exigent une maîtrise publique de l'énergie nucléaire. Or le gouvernement actuel a désarmé la France dans le domaine scientifique : la filière S n'existe plus, et la mention « maths expertes » finit de décourager ceux et surtout celles qui voudraient faire des études de sciences dures – celles dont on a précisément besoin pour le nucléaire- ; seuls les élèves qui ont des parents qui connaissent le système peuvent éviter cet écueil, mais cela conduit forcément à dissuader des élèves des classes populaires de tenter des études d'ingénieur ou de médecine, professions essentielles désormais. Un communiqué d'associations de professeur·e·s de maths et de sociétés savantes l'a d'ailleurs dénoncé le 25 janvier, mais des tests à échelle nationale en 2019 avaient déjà montré une chute spectaculaire du niveau en maths des élèves d'école primaire et de collège. C'est donc l'ensemble du parcours pédagogique qu'il nous faudra refonder, ou alors, comme le dit un collègue de maths, secrétaire de la FSU : « Espérons que la société qui vient n'aura pas besoin de compétences en maths... ».

En ce qui concerne la campagne électorale, la candidature de Fabien est très bien accueillie : il a travaillé, dans sa vie, comme tout le monde, ce qui n'est pas le cas de tous les politiques, loin de là, donc il est crédible quand il parle du monde du travail. Il apparaît comme sincère, dynamique et sympathique et «il parle comme nous » entend-on sur les marchés. Mais les temps sont très angoissants, avec la peur de la pandémie, du chômage et du bouleversement climatique, alors quand Fabien Roussel parle de bonheur tout au long de la vie, c'est nouveau dans le discours politique actuel et cela plaît. L'idée de bonheur est une idée neuve en Europe, disait Saint-Just au XVIIIe s., mais au XXIe s. ça l'est toujours pour le très grand nombre qui n'y a pas accès. Cette idée du bonheur tout au long de la vie, c'est-à-dire un bonheur qui passe par un travail choisi qui n'aliène pas, par la certitude qu'on n'aura plus l'angoisse du chômage, par un revenu qui permette de se bien loger, de se cultiver, de se nourrir sainement, parle à tout le monde et donne espoir. Évidemment il faut dire quels moyens on mettra en œuvre pour arriver au bonheur partagé, et c'est cet argumentaire, assez complexe, qu'il faut s'approprier, pour que ce très beau projet de transformation sociale des Jours Heureux, soit compris comme réaliste.

### **Jean-Marc Durand – Drôme**

Une chose est certaine : la candidature communiste fait désormais partie du concert politique

et médiatique. La mayonnaise commence à prendre. Le nom, l'image de Fabien Roussel commence à entrer dans le champ de vision des électeurs et électrices, particulièrement à gauche. Notre progression dans les sondages l'exprime. Je pense vraiment sans se gargariser, sans se leurrer, que notre candidat peut créer une certaine surprise. Le seuil des 5% n'est désormais plus une chimère mais peut et doit devenir pour nous, pour tout le parti, un objectif concret à atteindre et atteignable. Plus nous avançons dans la campagne, plus le choix des communistes est validé et plus la candidature communiste apparaît comme le moyen de porter une vraie alternative à gauche, de recréer l'espoir à gauche. Il s'agit maintenant de confirmer cette capacité. La seconde phase de la campagne doit nous le permettre. Ce qui passe par accentuer notre engagement sur les contenus politiques que nous portons, sur notre projet. C'est ce qui nous identifiera, ce qui nous permettra de faire la différence, c'est ce qui nous rendra encore plus crédible et redonnera confiance à l'électorat de gauche toujours septique.

C'est sur les questions de fond que la différence se fera, qu'on pourra vraiment aller à la conquête des abstentionnistes, et qu'un rassemblement crédible à gauche, y compris électoral, peut se construire et non à partir de quelque tambouille politicienne sans réel avenir. Les sujets ne manquent pas sur lesquels approfondir notre expression et faire monter le débat dans le pays comme au sein de toute la gauche :

- Le prix de l'énergie électrique qui rend non seulement la vie très difficile pour les citoyens mais qui pèse aussi très lourdement sur les entreprises et les collectivités locales. Est posée d'une façon urgente mais renouvelée le besoin d'une maîtrise publique de la production et de la distribution de l'électricité au sein d'un grand secteur public doté en emplois nouveaux et formés et développant un mix énergétique dans lequel le nucléaire a toute sa place.

- L'insolence des profits du CAC 40 (137 Mds €) qui pointe comme jamais la nécessité d'une nouvelle maîtrise de l'utilisation de l'argent et met donc au cœur du débat nos propositions :

- Sur les pouvoirs d'intervention des salariés, sur une réforme fiscale de fond proposant un nouvel impôt sur les sociétés progressif et modulé pour inciter à une autre utilisation de l'argent des entreprises ainsi qu'un impôt local sur le capital pour économiser du capital.

- Sur la mobilisation du crédit, sa bonification pour changer le rôle des banques, le tout sur fond de critères sociaux et environnementaux mettant l'emploi, la formation et les nouvelles productions écologiques au cœur de notre projet de développement et de relance de la croissance.

De quoi alimenter nos campagnes électorales. Dans mon département à ce jour, les choses sont bien engagées, la mobilisation des camarades se confirme de jours en jours avec des initiatives de terrain qui se multiplient et un nombre de communistes investis de plus en plus important même si on peut toujours mieux faire. Ce qui veut dire, un parti qui se reconstruit en même temps qu'il devient plus visible et donc un parti qui se dote d'une plus forte capacité à entraîner autour de lui ; ce qui ne peut qu'être positif pour les deux mois qui nous séparent du premier tour de la présidentielle.

### **Antoine Guerreiro – Val-de-Marne**

A ce stade, tout en poursuivant la campagne de terrain, nous avons besoin de nous préoccuper davantage du lien entre l'élection présidentielle et les élections législatives.

En effet la désignation des candidat·e·s et chef·fe·s de file patine dans beaucoup de territoires. Les camarades ont besoin d'y voir plus clair sur la stratégie que nous allons mettre en œuvre, sur la façon dont nous allons nous positionner pour les législatives. Et c'est bien normal, puisque nos candidats vont s'engager entièrement dans la bataille, parfois dans des territoires aux rapports de force très dégradés. Ils ont donc besoin de savoir précisément ce que nous leur demandons, autour de quelle stratégie. Ce qui rend tout cela plus difficile, c'est que la campagne est menée, force est de le constater, de manière à nous faire occuper l'espace de la gauche dite « souverainiste ». C'est objectivement le cas, tous les observateurs le notent et certains, à l'instar de Marianne, tentent de nous pousser dans cette case pour servir leurs intérêts propres. Le fait que nous occupions cet espace « souverainiste » peut se discuter, mais cette stratégie n'a jamais été discutée au préalable devant les communistes, ils l'ont découverte au fil des interviews télévisées. Soyons en campagne, mais soyons aussi conscients qu'il faudra débattre à nouveau très sérieusement de toutes ces questions. Cette orientation enthousiasme des camarades, elle en éloigne beaucoup d'autres.

Reste donc une question. Ce positionnement de « gauche souverainiste », de fait plutôt agressif vis-à-vis des autres forces de gauche va-t-il perdurer pour les législatives ? Sinon, comment allons-nous gérer les différentes séquences ?

Pour ma part je crois que nous avons tout intérêt à prendre au sérieux le scénario d'une Assemblée nationale complètement dominée par les forces de droite et d'extrême-droite, donc à rechercher sérieusement les moyens du rassemblement des forces progressistes pour les législatives, à le faire savoir en expliquant clairement, devant les Français·e·s, comment nous comptons nous y prendre.

Je partage donc tout à fait la préoccupation exprimée tout à l'heure par Céline Brulin, et appelle à ce que le Conseil national prenne aujourd'hui des actes forts en ce sens.

**Emmanuel Dang Tran – Paris** (*Non communiquée*)

**Dany Blasco – Lot-et-Garonne**

Je suis retraitée, j'ai perdu 600€ par mois de revenu et ce qui préoccupe les gens aujourd'hui c'est de pouvoir manger, se loger, travailler, se vêtir, se chauffer. Je suis bénévole au Secours Populaire et je vois la souffrance des gens. En Lot-et-Garonne nous avons une augmentation de 20% de bénéficiaires de plus par rapport à l'année passée. Je trouve dommageable qu'ici, certaines et certains remettent systématiquement en cause le choix largement majoritaire décidé par les communistes d'avoir un candidat communiste à l'élection présidentielle en la personne de Fabien. Nous devons être soudés pour faire avancer les idées du parti, aider à la prise de conscience. La campagne passe bien chez les camarades. Fabien nous donne un espace. Notre rôle est d'aider tous les communistes à se mettre en campagne. Les élections législatives sont un lien direct avec l'élection présidentielle. Comment aider à l'intervention ! Il ne s'agit pas de se contenter de dire c'est bien. Nous devons aider les communistes à maîtriser le programme avec pour but à court, moyen et long terme l'éradication du système capitaliste. En 47, nous avons programmé une journée autour du programme avec nos objectifs et les moyens. Concernant les législatives nous sommes prêts pour discuter ce pacte d'engagement commun. Nous avons adressé u courrier aux forces de gauche (PS, EELV, FI) nous ne mettons personne de côté. À ce jour aucune réponse ! Pour ce qui est du terrain au début les gens mettaient en avant le rassemblement pour battre la droite. Aujourd'hui, les gens voient bien l'originalité de notre programme. Notre faiblesse, ce sont les entreprises. Nous avons beaucoup de mal. Or c'est dans les entreprises que se créent les richesses, la répartition



de celles-ci, les moyens de production. Sur le programme « 8 pages », je trouve dommageable que l'on n'ait pas mis l'accent sur les droits nouveaux des salarié·e·s et c'est primordial.

**Fabien Cohen – Val-de-Marne** (*Non communiquée*)

**Anaïs Fley – Hauts-de-Seine**

Je m'étonne que dans une telle séquence politique, on se préoccupe si peu de se préparer à ce qui nous attend après l'élection présidentielle, dans un moment de fusion des droites sur les thèmes de la rupture de l'État de droit. Peu importe laquelle prendra le pouvoir, les droites, elles, sont déjà dans l'après. Je ne sais pas si vous avez vu les tracts de Pécresse : "mettre de l'ordre dans la rue", "la France besoin d'un choc d'autorité", "la peur doit changer de camp". De leur côté, Zemmour et Le Pen débattent tranquillement de qui est le plus nazi des deux. Qu'importent leurs postures, tous marchent en tout cas du même pas avec les libéraux et Macron, pour faire aboutir les privations de libertés démocratiques et liquider les conquises sociales. Rien n'est écrit, c'est vrai, concernant l'élection. L'histoire nous a appris qu'il faut s'attendre à toutes les conclusions inattendues. Elle nous a aussi appris que lorsque les rapports sociaux atteignent un tel niveau de crise, il faut se préparer politiquement à vivre dans un autre monde. Je pense que nous partageons tous des réflexions similaires : que faire si demain nos camarades se retrouvent mis en procès alors qu'ils subissent déjà de violentes représailles fascistes dans la rue, dans nos locaux, sur les réseaux sociaux ? Que faire le jour où, parachevant ce qui se fait sentir depuis les remises en cause de l'Unef, des syndicats sont dissous par décision gouvernementale ? Que faire si des médias déjà étranglés financièrement, comme l'Humanité, ne peuvent plus compter sur l'État pour garantir leurs capacités de publication et d'expression ?

J'ai bien conscience que l'on peut prendre appui sur le programme pour faire face. Sur le papier, nous avons des arguments, mais si on perd dans un tel moment de l'histoire, pourrions-nous encore les exprimer aussi librement ? Je ne crois pas qu'il s'agisse encore de suppositions oiseuses et catastrophistes mais de considérations concrètes sur les épreuves qui s'annoncent et sur leurs conséquences qui seront lourdes pour le monde du travail, les classes populaires, les forces démocratiques. Les communistes doivent continuer à être à leurs côtés après l'élection. À cet égard, la clarté de notre position vis-à-vis du mouvement social, qui voit venir tout ce qui suit, sera décisive.

**Jean-Noël Aqua – Paris**

Les élections s'approchant, la situation se complexifie et s'enrichit en même temps. Nous avons affirmé haut et fort lors de notre dernière conférence nationale notre ambition pour, je cite, « créer les conditions d'une nouvelle majorité politique ». Nous voulions, « dépasser les divisions des forces de gauche et écologistes en créant un socle d'idées (...) pour conduire au changement radical de politique qu'attend le pays ». Où en sommes-nous ?

- Sur la présidentielle, on peut dire clairement que les idées communistes font du bien dans le débat actuel. Fabien déroule les thèmes forts de notre parti et force est de constater que cela résonne avec une partie de la population. Plus largement, je dirais même que la crise du capitalisme ouvre la voie aux idées communistes qui gagnent en pertinence et légitimité en dehors de nos rangs. Tout ceci est positif et représente un point d'appui pour nos objectifs.

On pourrait dire qu'après la crise des gilets jaunes, puis celle du Covid, le parti pris communiste, la lutte radicale contre tous les systèmes de domination, la lutte sans relâche pour l'émancipation et le partage, gagnent en actualité.

- En revanche, si nous marquons des points sur nos idées et si nous gagnons en reconnaissance et en estime, nous sommes en grande difficulté, pas encore en échec mais en grande difficulté, pour construire le chemin concret qui amènerait ce changement radical pour lequel nous luttons. Qui l'amènerait, pas dans 50 ans, pas dans 5 ans mais dans le présent. Évidemment, cette difficulté ne vient pas que de nous ; mais que des autres non plus.

- Je continue de penser que notre objectif principal et premier doit être de voir une majorité alternative le dimanche 19 juin au soir, une majorité de gauche, avec un maximum de députés communistes. Nous critiquons la 5e République et visons une 6e République, où le présidentielisme n'aurait plus cours. Or, le système politique et médiatique, nous pousse tous, à « présidentialiser » à outrance notre travail. Et nous sommes en difficulté pour ne pas nous laisser aspirer par cette lame de fond.

- Le « changement radical qu'attend notre pays » passe par la présence des idées communistes dans le débat à la présidentielle et législatives. Et il passe aussi par la présence de la gauche aux seconds tours, notamment des législatives, mais pas que.

Pour que la gauche qui change la vie réalise ce changement de politique à partir du 19 juin, nous devons d'ores-et-déjà travailler sur le projet qui pourrait avoir du sens, qui pourrait porter des luttes et des changements majeurs.

Si nous ne travaillons pas sur le projet, nous ne ferons qu'une addition d'étiquettes. Et au mieux, nous viserons à sauver les meubles. Nous serions passés de « dépasser les divisions des forces de gauche et écologistes en créant un socle d'idées (...) pour conduire au changement radical de politique qu'attend le pays » à « sauvons les meubles ». Ce n'est bien sûr pas notre option.

- Si ce n'est pas notre option, au-delà du travail sur les circonscriptions, nous devons interpellier l'ensemble des citoyens, l'ensemble des forces de la transformation sociale, l'ensemble des forces de gauche, pour débattre sur le fond à une alternative à Macron et à Péresse, à la droite ultra-libérale ou ultra-conservatrice.

- Ce travail ne doit pas attendre la fin de la présidentielle pour jauger des forces en présence. Puis faire une règle à calcul pour une répartition de circonscriptions. Je l'ai demandé sur Paris, je le redis ici : engageons sans tarder le travail sur un projet qui pourrait unir des forces de gauche pour gagner le 19 juin. Nous avons une excellente base avec le projet des communistes, le projet des Jours heureux. Nous avons des propositions précises, chiffrées, pertinentes. C'est un énorme point d'appui. Nous avons des différences avec d'autres. Il faut les respecter et ne pas les nier. Nous avons aussi des points communs. Il faut les voir et les affirmer. Ce travail devrait d'ailleurs se faire sans exclusive.

- Au-delà d'un projet, permettez-moi de revenir sur un dernier point, celui de nos « relations extérieures ». Il est notable que sur les réseaux sociaux, mais aussi dans les médias, des invectives, des insultes puissent fuser à gauche. C'est profondément démobilisateur pour les électeurs et électrices qui ne sont pas déjà convaincu·e·s de leur vote futur. Et c'est terriblement démobilisateur pour « dépasser les divisions des forces de gauche et écologistes ».



en créant un socle d'idées ». Il me semble urgent d'affirmer notre volonté de garder le débat sur le fond, avec, pourquoi pas un pacte de non-agression à gauche.

### **Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle**

Une remarque sur le calendrier des grands meetings qui a été annoncé : pas de date dans le Grand est, grand est au sens large, avec la Bourgogne et la Franche Comté, le quart nord-est. Je suggère à la direction de campagne l'idée de tenir une date dans nos régions où plusieurs questions comme l'Europe, les problématiques transfrontalières ou encore la désindustrialisation et la culture ouvrière sont très prégnantes.

Nous sommes parvenus jusqu'ici à déployer une cohérence d'ensemble :

- Autour d'un programme d'une grande rigueur et d'une grande qualité. Un programme en six objectifs et trois moyens pour les atteindre, qui ouvre des brèches dans la réalité d'une société dominée par le capital et qui nous projette vers un projet de société. Nous devons poursuivre et amplifier le travail d'appropriation collective de ce programme pour en permettre la popularisation à une très large échelle.

- Autour d'un candidat qui accomplit un excellent parcours dans l'arène médiatique et sur le terrain populaire, en incarnant ces contenus programmatiques et une démarche ouverte.

- Autour d'une mobilisation militante qui est au rendez-vous et qui ne cesse de s'amplifier. Nous savons que la montée en puissance de cette mobilisation militante, au-delà des rangs du seul PCF, sera déterminante à l'arrivée.

- Autour des batailles locales que mènent les communistes, qui sont renforcées par la campagne de Fabien et qui renforcent la campagne de Fabien. Et je veux saluer ici-là les formidables batailles que mènent nos camarades avec leurs élus régionaux en Bourgogne Franche Comté contre l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire.

Cette cohérence d'ensemble nous a permis de nous tenir à l'écart du cirque confus dans lequel se débat la gauche aujourd'hui, sans pour autant nous marginaliser. Au contraire notre candidature apparaît comme une candidature utile à gauche, parce qu'elle active ou réactive des contenus oubliés, délaissés ou trahis, mais aussi parce qu'elle s'attache à remobiliser les classes populaires. Ce dernier point, nous le savons, est une clé de la reconstruction de la gauche.

Cette cohérence d'ensemble et cette dynamique positive nous exposent aujourd'hui à des attaques et à des provocations venant d'autres sensibilités de la gauche. Je voudrais que notre CN lance un appel aux militantes et aux militants du PCF à ne pas répondre à ces attaques par le sectarisme ou la même agressivité, et à conserver cet état d'esprit ouvert et positif, celui des Jours heureux. Mettons la fierté retrouvée des communistes au service de la popularisation de notre candidat et de notre programme, face à la droite et l'extrême-droite.

De même, si la dynamique est incontestablement réelle et positive, ne cédon pas à l'euphorie dans une situation qui reste compliquée et difficile, et prenons la mesure des efforts qui restent à fournir, avec sérénité et humilité. Ce qui fait notre force, au-delà des questions programmatiques fondamentales, c'est que contrairement aux autres candidat·e·s nous n'avons pas la prétention de penser que le rassemblement ne peut se faire qu'autour de nous, que par le ralliement. Nous avons en revanche la conviction que notre contribution est incontournable pour renforcer la gauche dans son ensemble, pour mobiliser les classes populaires et donner des perspectives au monde du travail.

Notre camarade Céline Brulin disait au début du débat qu'il était encore temps de « produire des gestes de rassemblement ». Mais quel plus beau geste de rassemblement que de réarmer la gauche par des contenus, par la mobilisation de celles et ceux qui ne votent plus dans les classes populaires ? Nous ne voulons prendre de voix à personne à gauche, nous sommes bien plus gourmands ! Nous voulons que toutes les sensibilités de la gauche et de l'écologie se renforcent pour qu'elles se rassemblent, gagnent et changent la vie !

**Annie Lévi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle** (*Non communiquée*)

**Özer Özturun – Val-de-Marne**

Je voudrais faire deux remarques de forme au préalable.

Tout d'abord, j'ai l'impression d'assister à des réunions de direction nationale qui se satisfont en permanence de donner les bons et les mauvais points aux interventions de Fabien, sans agir et rendre compte des d'expériences de terrain que les dirigeants de notre parti entreprennent. Deuxièmement, il aurait fallu séparer le débat de la législative, du débat de la présidentielle. Finalement, bien que les deux élections soient intimement liées, nous ne discutons que des législatives.

Sur le contexte général, nous assistons à la plus grave crise civilisationnelle du capitalisme. L'aggravation de la crise systémique produit, avec la baisse tendancielle du taux de profit, d'une part la compression des salaires et au-delà des dispositifs de solidarité, et dans le même mouvement une hausse du coût de la vie, dû à l'inflation, à la raréfaction des matières premières etc. Ce mouvement est aggravé par vingt ans de politique libérale, ayant transféré plus de 200 milliards d'impôts sur les entreprises vers les ménages, les salarié·e·s, les privés d'emplois ou encore les jeunes et les retraité·e·s. Le capital, incapable de répondre aux défis du développement économique durable, d'investissement utile socialement cherche une sortie. La réponse du capital, comme j'ai eu l'occasion de le dire la dernière fois, est la solution autoritaire, c'est le fascisme avec Zemmour, qui ouvre une jonction entre la droite et l'extrême droite. Bolloré, après avoir fait la promotion de son poulain pendant des années, lui offre l'ensemble de ses services, financement de sa campagne, aujourd'hui, il va jusqu'à lui acheter des députés européens et nationaux, venant du FN et d'ailleurs.

Cela prépare la victoire finale pour le coup d'après.

En ce sens, nous ne pouvons pas déconnecter les échéances électorales d'aujourd'hui, comme demain, de la bataille idéologique qu'il convient d'aiguiser et nous pouvons déléguer cette question à qui que ce soit à gauche.

Par conséquent, il nous faut poursuivre avec Fabien, à continuer à poser les enjeux de classes pour donner des repères idéologiques au monde du travail, face aux dominations du Capital. Travail, emploi, formation, école et émancipation ou encore sur la santé et la protection sociale, nous portons des propositions et un projet de société à même de rassembler et de répondre aux aspirations populaires. Il faut continuer à porter nos contenus plus largement. Jeudi 3 février, nous étions plus de 500 à Champigny-sur-Marne, en plein cœur du quartier populaire du Bois l'Abbé, une délégation de 60 communistes ont fait, avec l'effort de la fédération, le voyage pour le meeting de Marseille.

Les communistes du Val-de-Marne sont enthousiastes et déterminé·e·s pour la campagne. Ils mettent désormais en place des plans de campagne pour aller en porte à porte, en établissant des priorités dans les bureaux de vote où nous réalisons nos meilleurs résultats. C'est extrêmement encourageant pour la suite...

## Ismaël Dupont – Finistère

La division de la gauche, son éclatement et sa faiblesse générale ne sont pas, c'est vrai, on le voit autour de nous, des facteurs de mobilisation de l'électorat de gauche, compte tenu du résultat prévisible. Mais nous ne sommes pas les principaux responsables de cette situation.

Par ailleurs, la force de la campagne de Fabien Roussel est de nature à nous repositionner dans la vie politique nationale, la tête et le cœur des Français. Elle peut faire voter à nouveau à gauche des abstentionnistes, des gens qui se sont éloignés. La campagne de Fabien Roussel est très rassembleuse chez les communistes, indépendamment des choix différents qu'ils ont pu faire au dernier congrès ou à la conférence nationale sur la stratégie de la présidentielle et législatives. Si certaines questions comme le nucléaire font encore débat chez nous, il y a dans l'ensemble une adhésion assez générale au contenu, à la manière d'être, à la forme des interventions de Fabien Roussel, et une grande satisfaction de revoir le projet et les idées communistes visibles, audibles, incarnés.

Fabien a une vraie capacité à porter le projet communiste et la visée communiste de manière claire et concrète, joyeuse et rassembleuse. L'effet se fait ressentir en ce moment dans notre fédération : de nombreux communistes sont motivés pour faire campagne. Le PCF peut déployer, avec un matériel militant significatif, sa force militante qui est la plus importante par rapport aux autres partis. Nous enregistrons des ré-adhésions. Et de nombreuses adhésions : 10 jeunes de 16 à 20 ans ont adhéré ces 7 derniers jours dans le Finistère. Il se passe quelque chose.

Plus de 13 adhésions depuis début janvier !

Il y a en ce moment une vraie capacité de renforcement de notre force militante, pour le PCF, pour le MJCF, et on aura besoin de ces nouveaux adhérents pour affronter les politiques néo-libérales, les idées de droite et d'extrême-droite.

Je pense par exemple à l'université au projet à demi dévoilé par Macron de renforcer l'élitisme et le caractère sélectif socialement et économiquement de l'enseignement supérieur, avec une hausse des frais de scolarité promise aux présidents d'Université le 13 janvier par Macron.

Dans le Finistère, nous dynamisons notre campagne à travers notamment un outil de mobilisation qu'est le comité de soutien finistérien à Fabien Roussel : des dizaines de camarades s'en emparent pour trouver de nouveaux soutiens. On était à un peu plus de 300 en décembre, à + 400 le 15 janvier, à + 500 le 1er février, le 15 février nous serons à 600 soutiens avec l'objectif de parvenir à plus de 1000 soutiens le 10 avril.

Chaque jour fait l'objet d'une communication sur un soutien et sur l'ensemble de ces soutiens. Cette démarche permet aussi d'aller échanger avec nos camarades plus anciens qui se déplacent et militent moins, avec nos sympathisants, avec des compagnons de route, des militants syndicaux, associatifs, culturels.

Nous comptons aussi sur les porte-à-porte à partir de mars, avec le programme de « La France des Jours heureux », pour amplifier ces soutiens.

Si on généralisait cette démarche dans la plupart des fédérations du pays on pourrait afficher des dizaines de milliers de soutiens publics.

Enfin, dans la période, nous avons je pense à nous mobiliser sur la réforme de l'assurance chômage qui réduit assez considérablement les droits et les allocations de milliers d'intermittents, « permittents », saisonniers, et sur des orientations à Pôle Emploi qui conduisent à accentuer la pression sur les personnels, à favoriser les contrôles, les radiations, une gestion déshumanisée des privés d'emploi. Avec la bataille pour les moyens de

l'université, pour le droit aux études pour tous les étudiants, cette bataille contre la réforme de l'assurance-chômage et une autre politique de l'emploi est essentielle à mettre en avant parmi les enjeux de ces présidentielles et législatives.

### **Céline Brulin – Seine Maritime**

Quelle est notre stratégie pour les élections législatives ?

1 candidat dans les 577 circonscriptions, 1 candidat dans les 577 comme élément de visibilité et de rapport de force qui peut ensuite retirer sa candidature pour s'intégrer dans un rassemblement plus large, des candidatures de rassemblement construites avec d'autres forces de gauche ?

Souhaitons-nous une stratégie nationale ? Des stratégies départementales comme lors des élections régionales et départementales, des stratégies locales ?

Si nous travaillons à des candidatures de rassemblement, sur quelle base ? Pour sanctuariser les 63 circonscriptions qui ont aujourd'hui un député de gauche ou écologistes ? Là où il y a danger de victoire du FN ? Nous avons besoin de porter une stratégie claire pour être compris des électeurs.

On nous dit qu'il y a des projections pessimistes, d'autres optimistes. Quelles sont-elles ? Car hormis la note réalisée par la fédération de Seine-Maritime, corroborée par ce que d'autres forces politiques ont elles-mêmes travaillé, on ne nous donne pas d'éléments factuels sur les risques ou les potentiels, dans les circonscriptions à enjeux.

Lesquels de nos 11 sièges à l'assemblée nationale seraient éventuellement en danger et que pouvons-nous mettre en œuvre, dans les autres départements, pour aider à faire réélire tous nos députés sortants et en gagner d'autres. Analysons les obstacles, débattons des moyens de les dépasser.

Et ayons en tête le phénomène de fond qui structure les élections législatives depuis l'inversion du calendrier électoral qui les placent quelques semaines après l'élection présidentielle : les électeurs qui n'ont pas choisi le président de la république ou son principal adversaire, c'est à dire les 2 seuls candidats concurrents dans le 2ème tour de la présidentielle, ne vont pas voter aux législatives, considérant que le « match est joué pour eux ». D'élections législatives en élections législatives, nous constatons ainsi une amplification de l'abstention, ce qui génère des majorités présidentielle des plus en plus large, de plus en plus écrasante. Nous devons en tenir compte dans notre réflexion. A titre d'exemple, en Normandie, sur 28 circonscriptions LREM était au 2nd tour dans 26 et l'a emporté dans 18. Si nous avons des pistes pour enrayer ce phénomène, il faut les argumenter, sinon c'est de l'autopersuasion qui risque de conduire à des désillusions.

### **Jacky Hénin – Somme (*Non communiquée*)**

#### **Fabienne Lefebvre – Val-de-Marne**

Alors que nous sommes en pleine campagne présidentielle, que notre Parti, suites aux décisions du 38ième Congrès se fait plus visible, plus combatif et déterminé dans sa volonté de porter des propositions de rupture avec le capitalisme, force et de constater qu'il ne semble pas mesurer l'aggravation de la situation internationale alors même que toutes les conditions d'une guerre sont réunies.

Les crises économique, sanitaire, sociale et climatique s'enchaînent et s'accélèrent, entraînant avec elles leurs lots de conflits sur l'ensemble de la planète. Qu'il s'agisse du Moyen-Orient,

de l'Afrique...La pression occidentale se fait de plus en plus forte sur la Chine, la Russie, l'Iran, le Donbass et d'autres pays et régions. Le blocus impérialiste contre Cuba persiste ainsi que les intimidations contre le Venezuela et le Nicaragua.

L'OTAN élargit toujours plus son champ d'action et accentue sa force de frappe en Europe orientale, on le voit actuellement avec l'Ukraine. La situation est donc extrêmement grave. Dans le même temps, les fossoyeurs néolibéraux s'organisent eux toujours plus, comme en décembre 2021 au "Sommet pour la démocratie", initié par les États-Unis, pour décider disent-ils, de "renouveler le monde" : au nom du marché libre, au nom des libertés individuelles et au nom de leur démocratie.

L'objectif affiché est clair, créer toutes les conditions pour poursuivre la soumission des peuples qui produisent les richesses, et celle des Nations qui perdent leur souveraineté, à la volonté du capital et à son accumulation durable.

Ici le caractère parasitaire du capital n'est plus à démontrer, il est consubstantiel au système, au détriment du monde du travail et de la nature et il est prêt à tout pour continuer à s'accumuler.

En 2020, le volume des fusions et acquisitions s'est élevé à 3,6 trillions de dollars et la capitalisation des 100 plus grandes entreprises du monde a augmenté de 48 % pour atteindre un record de 31 700 milliards de dollars (La première place est occupée par Apple 2,4 trillions de dollars).

La prédation impérialiste n'a pas de limite, les sociétés transnationales (STN) contrôlent plus de la moitié de la production industrielle mondiale, plus de 60 % du commerce, plus de 80 % des brevets et licences des nouvelles technologies. Leur fortune pendant la pandémie est passée de 9 000 à 13 000 milliards de dollars, alors qu'on devrait atteindre les 960 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde.

La dictature de l'information, quant à elle, bat son plein et tous les moyens de communication sont aujourd'hui mis à disposition de la protection de leur système, au détriment des hommes, quitte à produire les pires mensonges (sur la Russie, la Chine...) ou bien à refaire l'histoire. On l'a vu notamment avec le vote au Parlement européen du 19 septembre 2019 sur un texte extrêmement dangereux mettant en parallèle Nazisme et Communisme.

Toutes tentatives de résistance au système sont alors sévèrement réprimées, des syndicalistes sont assassinés, le droit de grève est bafoué partout et le nombre de pays qui empêchent l'enregistrement des syndicats est passé de 89 à 109 l'année dernière, selon la Confédération syndicale internationale.

Dans cette guerre de classe exacerbée, pour conserver la domination de leur système et accaparer de nouveaux marchés, ils sont donc prêts à tout, y compris la guerre, dans un contexte très inquiétant de montée du fascisme.

Face aux manœuvres martiales des forces impérialistes pour imposer leur choix, il est donc de notre devoir de réagir en mettant plus fortement dans notre campagne nos propositions, concernant :

« Notre bataille pour la sortie de la France de l'OTAN et sa dissolution » en en faisant « une priorité, car cette alliance politico-militaire prolonge une logique éculée, attise les tensions et a relancé une course au surarmement. » (38ième Congrès).

Et j'appelle, la direction de notre Parti à être très rapidement à l'initiative d'une grande marche avec l'ensemble des forces progressistes pour stopper cette escalade et exiger la Paix ! La situation n'est pas fatale, un autre choix de société est possible et je fais mienne cette belle

phrase de Rosa Luxemburg « socialisme ou barbarie » qui est plus que jamais totalement d'actualité !

### **Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine**

La situation économique et sociale

De multiples luttes sociales se déroulent dans le pays. Mais le pouvoir et les médias dominants s'emploient à les morceler. Il nous faut aider à leur valorisation, même si ce n'est pas toujours simple, et à valoriser ce qu'elles ont de commun.

Dans le même temps, les nuages s'amoncellent, car la crise n'a pas le Corona virus pour cause. Elle est bien plus profonde. Le gouvernement et les médias dominants se gargarisent de la « performance exceptionnelle » de l'économie française dont le PIB a augmenté de +7% en 2021. Mais cela n'a rien d'exceptionnel : après un recul historique (-8%) croître de +7% nous amène -1,6% en-dessous du niveau de richesses créées en 2019. On comprend mieux la montée inédite de la pauvreté que nous avons observée. Et derrière le 7% de croissance du PIB, la consommation n'a, elle, progressé que de 5% tandis que l'investissement des entreprises a augmenté de 12%. Mais pas leur emploi ! L'emploi ne se trouve que 1% au-dessus du niveau de 2019 et, si l'on retire le chômage partiel (en ETP), il se situe -1,9% en-dessous ! Bien loin d'un véritable recul du chômage, c'est à sa diffusion que l'on assiste. De l'autre côté, et en conséquence, la croissance financière a continué à s'envoler, avec un CAC 40 en hausse, lui, de 29% après -7% en 2020. Cela renforce encore sa pression pour prélever sa dîme sur la production, contre les salaires et l'emploi, contre les dépenses publiques et sociales.

Et le service public est en très grande difficulté. Quant aux suppressions d'emploi elles vont venir, mais ils font tout pour les retarder après les présidentielles.

### **2. Notre campagne**

Elle est sur une pente ascendante et les interventions Fabien nous aident beaucoup. Nous sommes actuellement sur un bon timing et le regard porté à présent sur nous confirme la justesse de la décision prise à la conférence nationale. Nous sommes de moins en moins vécus comme une candidature mais pour ce que notre originalité apporte et permet. Heureusement que nous avons, à quelques-uns, lancé le Manifeste pour un parti communiste du 21<sup>ème</sup> siècle ! A présent, avec les progrès dans l'opinion, la question des 5% commence à être posée ça et là. L'aurions-nous envisagé il y a quelques mois ? Cependant, cela reste une gageure. La campagne ne fait en réalité que commencer. Et les bulldozers télévisuels ne se sont pas encore mis en marche pleinement.

De ce point de vue la proposition des 500 débats est celle qu'il fallait.

L'enjeu va être de fixer cet électorat apparent tout en progressant. Pour cela je vois trois choses (1) Monter en puissance sur nos contenus, leur originalité et leur pertinence face à la situation, (2) Avancer sur l'utilité du vote communiste en commençant à insister sur la suite, ce qui va s'ouvrir de batailles nécessaires, et pour (re)donner du sens à la gauche (3) Développer notre identification des deux côtés, les couches populaires et le peuple de gauche qui lutte.

De ce point de vue le 8 pages résumant notre programme ne développe pas suffisamment notre originalité (en particulier les propositions sur de nouveaux pouvoirs) ni notre projet de société (la sécurité d'emploi ou de formation n'y est pas, et la « révolution du travail » se réalise seulement « grâce à un nouveau service public de l'emploi ») la cohérence au cœur de notre programme entre nos objectifs sociaux et les moyens que nous nous donnons apparaît trop peu, et le lien avec les luttes et mobilisations est mis de côté.

Cela pose question sur notre dispositif, qui met à l'écart un certain nombre d'entre nous.



### 3. E. Macron et sa précarité emploi-formation-chômage

Les lignes de force de ce que cherche à décliner Macron commencent à se faire jour : un « new-deal » sur l'éducation et « maîtriser » notre destin (par l'Europe et par des compensations sociales en France et un Etat français renforcé... pour le capital).

Le new-deal sur l'éducation est très réactionnaire. Il consiste à faire payer plus les individus (cf. université) au lieu de revenir sur l'austérité massive qui nécessite des financements nouveaux. Il consiste à traiter l'école comme une entreprise et à surexploiter les enseignants. Il développe un discours de concurrence scolaire et d'individualisme : débrouillez-vous pour réussir et trouver un emploi.

Il cache les deux enjeux majeurs : le rôle des entreprises à qui il revient de créer des emplois, le besoin de mobiliser beaucoup plus d'argent pour les services publics et pour sécuriser les gens.

Mais en même temps, si nous savons nous y prendre, cela peut nous aider à mettre dans le débat notre projet de Sécurité d'emploi ou de formation, en dénonçant la précarité emploi-chômage-formations au rabais.

D'autant plus que l'expérience que nous venons tous de vivre c'est que l'argent peut être créé par la BCE et ruisseler qu'il peut appuyer les entreprises et que soutenir les gens c'est utile. A nous de faire percevoir que cependant Macron et Castex n'ont pas fait ce qu'il faut avec. Ils ont laissé les entreprises et le grand patronat ce qu'elles veulent avec au lieu d'appuyer les gens, leur emploi, leur formation, l'avenir et les services publics. C'est donc allé aux actionnaires, aux dividendes et aux suppressions d'emploi.

### 4. La logique de nos propositions

Nous contestons Macron et l'ordre existant parce qu'on peut faire tout autrement. Nous proposons de commencer par l'emploi, les salaires, la formation et les services publics. Cela va répondre aux besoins sociaux, humains et en même temps permettre de re-développer les richesses créées. Pour nous assurer que la transformation productive s'engage, que l'on développe l'emploi et que l'argent est effectivement utilisé dans le bon sens, nous entamons en même temps des réformes de structure : pôle public du crédit et création d'un Fonds de développement écologique et social alimenté par la création monétaire, partout des critères sociaux et écologiques, refonte de la fiscalité, nationalisations nouvelles (avec des pouvoirs des salariés et une mission d'efficacité), mise en place de conférences permanentes emploi-formation, transformation productive, une loi pour une sécurité d'emploi et de formation, coopérations nouvelles et nouveaux traités internationaux (monde et UE).

Progressivement, grâce aux emplois créés et à la formation, l'activité permet de produire les richesses qui ont été avancées.

La masse élargie de richesses créées va ensuite alimenter les recettes des entreprises, de l'Etat, améliorer la consommation populaire et l'accès aux services publics, donc le niveau de vie. La politique nouvelle de l'offre permet de reconquérir le marché intérieur et des coopérations internationales d'un type nouveau.

La baisse du coût du capital, les partages et les dépenses d'efficacité nouvelles (formation, emploi, recherche) sont au cœur de cette logique. Le crédit en est le levier décisif, guidé par une démocratie nouvelle, dans les territoires, les entreprises et au niveau national.

### Pierre Laurent – Paris

Je veux faire quatre brèves remarques dans la discussion.

La première concerne le dangereux paysage politique qui s'installe au fil des semaines. Nous ne pouvons pas faire abstraction de cette situation, d'autant plus qu'elle va peser très lourd dans la dernière séquence de la campagne présidentielle. Parce qu'elle orientera le choix de millions d'électeurs encore très indécis dans les dernières semaines, et bien évidemment parce que la configuration du second tour aura de lourdes conséquences sur les rapports de forces



politiques, à commencer par les élections législatives, mais bien au-delà pour l'avenir du pays et les conditions de vie de notre peuple.

Tout prépare à ce stade un second tour opposant Macron à une candidature de droite ou d'extrême-droite, avec une gauche éparpillée et marginalisée. A la sortie des élections, le rapport de forces pourrait être historiquement défavorable aux forces progressistes, et non pas seulement mathématiquement (avec une gauche à 25 % et des forces de droite et d'extrême-droite à 75%), mais qualitativement :

Macron, s'il est réélu, sera légitimé comme jamais. Rappelons-nous que ni Nicolas Sarkozy, ni François Hollande, ni Valéry Giscard d'Estaing n'ont réussi à faire un second mandat, seuls François Mitterrand et Jacques Chirac ont réussi ce pari. Macron tapera donc très fort et très rapidement.

Et face à Macron, nous n'assistons pas seulement au renforcement d'un pôle d'extrême-droite beaucoup plus puissant, mais à l'émergence d'une nouvelle configuration à droite ouvrant la porte à « l'union des droites », c'est-à-dire à des alliances structurées entre droite et extrême-droite. Par sa candidature, Eric Zemmour cherche avant tout à créer ces passerelles.

Cette situation extrêmement dangereuse doit appeler notre réflexion collective : quels contenus de combat dans la campagne face à cela ? Quelles lignes de combat et de rassemblement pour l'après, si cela se confirmait dans les urnes ? Et notamment quelle initiative devons-nous prendre dès le 10 avril au soir ? Nous aurons dans tous les cas à avancer des propositions pour résister à cette situation et pour de nouvelles constructions politiques. Tout cela ne peut pas s'improviser. C'est notre responsabilité de direction politique d'en discuter pour anticiper.

Ma seconde remarque porte sur la campagne de Fabien. Dans le climat de désarroi et de grande confusion qui règne chez les électeurs de gauche, un climat d'intérêt nouveau s'est créé autour de la candidature de Fabien ces dernières semaines. Le paysage s'est décentré.

Cette candidature peut devenir un repère pour ces millions de gens qui ne savent plus aujourd'hui pour qui voter. C'est le paradoxe, un espace nouveau existe pour le vote Fabien Roussel dans un climat qui est par ailleurs désespérant. Evidemment, nous les savons par expérience, rien n'est acquis, tout est fragile. Que faisons-nous de cette situation ?

Je pense que pour concrétiser cette possibilité, nous avons tout intérêt à mener une campagne porteuse de sens pour l'avenir, car c'est la manque d'espoir qui pénalisera à l'arrivée tous les candidats de gauche. Nous avons intérêt à pousser les sujets d'urgence et d'actualité comme de grands sujets de société, qui placent la France et les Français devant des choix cruciaux pour l'avenir. Et à porter jusqu'au bout le débat sur ces choix. Je prendrai deux exemples en lien avec l'actualité.

Sur les Ehpad, suite au scandale Orpéa, beaucoup de Français sont très sensibles à cette question. Nous avons à porter l'exigence d'un grand service public décentralisé de la perte d'autonomie, ce qui appelle l'investissement de moyens financiers très importants et donc nécessite de faire le capital pour financer un nouvel âge de la protection sociale.

Sur la question de la paix, nous devons intervenir fortement sur les dangers de la situation en Ukraine, mais aussi au Sahel. Nous sommes sûrement très proches d'une décision de Macron visant à retirer les forces militaires de l'opération Barkhane. Sur tous ces thèmes, nous avons beaucoup à dire et à proposer pour parler paix, désarmement, avenir du monde, sécurité globale de l'humanité par la solidarité.

Au vu de la situation, pour cette dernière phase de campagne, ne cédon pas à la tentation de nous durcir face aux autres candidatures à gauche, mais au contraire, hissons notre propos en permanence à la hauteur des grands enjeux de société pour la France et pour notre peuple. Ma troisième remarque concerne les législatives. Là, je veux réitérer mon inquiétude. 217 candidat·es sont aujourd'hui proposés au Conseil national pour validation. C'est faible, et insuffisant à cette heure. D'autant plus que ce chiffre peut se réduire si nous passons des accords sur une centaine de circonscriptions impliquant des retraits de nos candidat·es dans plusieurs dizaines d'entre elles, comme cela a été évoqué par Pierre Lacaze.

Je rappelle qu'en 2017, nous avons présenté 465 candidatures, et que 50% de nos voix ont été réalisées dans les circonscriptions où nous faisions moins de 5%. Pour jouer pleinement notre rôle politique, disposer de candidatures sur l'ensemble du territoire national est essentiel.

Nos difficultés à présenter des candidatures ont des causes multiples. Des fédérations peuvent mettre en avant des difficultés financières, ce qui suppose d'organiser la solidarité, comme nous l'avons toujours fait. Nous sommes aussi confrontés au doute politique, au manque d'espoir, au manque de visibilité sur les accords que nous recherchons.

Nous devons donc clarifier notre stratégie, cela aidera les fédérations à nous proposer beaucoup plus de candidat·es, en ayant une meilleure vision de l'articulation entre rapports de forces locaux et nationaux, dans la perspective de la conquête d'un groupe communiste. Et nous avons aussi besoin de mieux argumenter sur la nécessité de nos candidatures dans les conditions qui seront celles de l'après 10 avril et 24 avril, celle de la lutte contre la droite et l'extrême-droite qui domineront alors le paysage. Le contexte aura changé, ne l'oublions pas. Enfin, je veux dire quelques mots sur l'exposition « Libres comme l'art », qui s'est tenue pendant deux mois au sein de notre siège national et qui concluait le programme national des initiatives du centenaire. Cela a été un énorme succès public, pas seulement parisien : 15 000 visiteurs ont été comptabilisés, c'est énorme.

La qualité culturelle de l'exposition a été saluée par tous, et a donné à voir la place du PCF dans l'histoire culturelle de la France. Ce succès doit nous faire réfléchir : il y a un énorme potentiel pour parler aux milieux culturels, et pour parler à tous de la place de la culture dans notre projet émancipateur. Les enjeux de l'art et de la culture ont une place singulière à tenir dans un contexte d'offensive idéologique ultra-droitier et de réécriture de l'histoire nationale. Nous aurions tout intérêt à donner plus de place à ces enjeux, en prenant conscience de la centralité de la bataille culturelle dans ce moment politique. Beaucoup d'hommes et de femmes sont prêts à nous accompagner dans ce combat, nous avons beaucoup de points à marquer.

Je veux aussi souligner que la belle réussite de « Libres comme l'art » a été rendue possible grâce au 13<sup>ème</sup> mois de cotisation pour le centenaire sur l'année 2020. Je veux exprimer nos remerciements à toutes les fédérations et tous les camarades qui ont participé à cette cotisation. Sans cet effort, nous n'aurions pas pu financer l'exposition, ni les autres événements tenus à l'occasion du Centenaire du Parti. Ce 13<sup>ème</sup> mois aura donc été bien employé pour faire pleinement rayonner nos idées, et c'est pour moi une grande satisfaction.

### **Evelyne Ternant – Doubs**

A la veille de notre premier grand meeting, ce qui domine dans l'état d'esprit des communistes

aujourd'hui, c'est la confiance: confiance dans le bien fondé de notre choix qui nous a mis à distance du phénomène de décomposition avancée à gauche, confiance parce que quel que soit le résultat électoral final, il y a déjà un acquis, c'est le retour du parti dans le paysage politique, confiance parce que notre campagne décolle à tous points de vue : percée médiatique de Fabien, pente ascendante des sondages et la mise en mouvement des militant·e·s, avec maintenant l'envie de s'approprier le projet et d'aller à la rencontre des électeurs et électrices.

Fabien fait désormais partie des candidat·e·s qui comptent, y compris dans le milieu médiatico-politique, ce qui est vraiment remarquable. Il s'agit maintenant d'ancrer et de consolider cette incursion avec quelques propositions qui fassent mouche, car l'image très positive du candidat communiste, qui fait la différence, et porte au plus près les aspirations du monde du travail, ne suffira pas : il y a des exigences pour passer de la sympathie au vote que nous ne devons pas sous-estimer, en particulier des exigences de faisabilité, de crédibilité de notre projet. Or, elle repose sur le fait que nous ne raisonnons pas à structures constantes, où il suffirait de vider certaines poches pour en remplir d'autres. Le financement de notre projet n'est possible que sous condition d'un développement sans précédent de l'emploi et la formation, incarné dans le projet de la SEF, lequel ne peut se réaliser hors de conquêtes de pouvoirs nouveaux pour les salarié·e·s et les citoyen·ne·s, pour leur conférer la maîtrise de l'argent et changer les logiques de décision sur : que produire, pour qui, pourquoi, comment et où ? L'enjeu de transformation est à la fois la clé de notre campagne et sa difficulté.

Nous devons renforcer notre intervention sur la question internationale, même si elle n'intéresse guère les médias ; d'abord parce que les tensions sont préoccupantes, ensuite parce que dans l'affaiblissement de l'espérance révolutionnaire, il y a la perception, réaliste, que le capitalisme financier mondialisé a réussi à poser des verrous en Europe et dans le monde qui entravent le changement. D'où l'importance de tracer les pistes pour se dégager des contraintes, et là encore gagner en crédibilité et faire monter la volonté transformatrice de notre peuple.

Ne craignons pas de mettre en cause l'impérialisme américain et de réhabiliter le terme dans notre langage. Réservons le terme d'impérialisme aux USA, et non à la Russie qui, à supposer qu'elle en ait des vellétés, ce qui n'a rien d'évident sur l'Ukraine, n'en a de toutes façons pas les moyens. Pour être porté aujourd'hui par un personnage moins extravagant que Trump, l'impérialisme américain n'en n'est pas moins aussi offensif. La guerre économique sans merci avec la Chine, le dopage des budgets du Pentagone, le retrait non concerté d'Afghanistan, la mise en place d'une alliance militaire dans le Pacifique dans le dos de la France, et le dossier ukrainien en sont des preuves évidentes.

Le suivisme atlantiste des gouvernements européens sur l'Ukraine est une impasse dangereuse pour la sécurité collective européenne, qui ne peut être assurée sans l'inclusion de la Russie, et a fortiori contre la Russie. Or c'est la voie de l'exclusion de la Russie qu'a choisi Biden, parce qu'elle renforce l'hégémonie américaine en Europe.

Notre projet réaffirme notre volonté de sortir de l'Otan et d'œuvrer à sa dissolution, puisque sa raison d'être était l'existence du pacte de Varsovie, qui n'est plus. La crise ukrainienne est l'occasion de réaffirmer cette orientation géostratégique majeure, car l'Otan n'est pas une alliance militaire défensive mais offensive. La neutralisation de l'Ukraine et de la Géorgie vis à vis de l'Otan est une demande légitime de la Russie, faite en son temps par Gorbatchev, promise et jamais respectée par les Occidentaux. Les accords de Minsk de 2014, menés par l'Allemagne et la France, n'ont pas été respectés par le gouvernement ukrainien, et la Russie a compris que les Européens, compte tenu des divergences internes, de l'arrimage atlantiste de

certaines pays de l'Est, sont dans l'incapacité d'une action efficace ; elle négocie désormais avec le maître américain plutôt qu'avec ses vassaux européens. La démarche de Macron est bien tardive, sent la rodomontade électorale, si elle ne dit rien de clair sur la nécessité de stopper les coopérations croissantes de l'Ukraine avec l'Otan, ni sur l'alliance Turquie/Ukraine qui va jusqu'à la livraison de drones de la première à la seconde .

Macron porte la vision d'une Europe avec une défense intégrée et une structure politique fédéraliste visant à réduire encore les marges de manœuvre de notre pays et accentuer la tutelle du capital international sur nos choix. C'est à l'opposé de notre conception de l'UE en tant qu'association des peuples et nations libres et souverains.

Combattre l'hégémonie américaine, c'est aussi transformer profondément les institutions internationales, faire reculer le rôle du dollar comme monnaie mondiale, promouvoir d'autres relations avec les pays émergents.

Nous n'emboîtons le pas ni à l'européisme béat et fédéraliste qui, hors Mélenchon, est la posture dominante à gauche, ni à celui des souverainismes nationalistes : nous portons la visée d'un nouvel ordre mondial coopératif qu'il est important de mettre aujourd'hui sur le devant de la scène.

### **Nadine Garcia – Hauts-de-Seine**

Je remercie Ian pour son rapport très percutant sur l'analyse de la situation politique démontrant bien sa gravité avec les éléments de fusion entre la droite et l'extrême droite. Les éléments qu'il nous a fournis sur la volatilité des votes de gauche soulignent tout le travail qu'il nous reste à faire pour atteindre voire dépasser les 5 %. Car pas de faux débat entre nous, tous les camarades souhaitent que notre candidat fasse un bon score. Un camarade a demandé un pacte de non agression entre les candidat·e·s de gauche, je souhaite que cela soit également vrai entre communistes.

Soyons lucides tout le parti n'est pas encore en campagne pour de multiples raisons et nous avons besoin pour réussir de tous les communistes.

Concernant le pacte d'engagements communs pour les législatives, je comprends les difficultés que l'on rencontre pour le mettre en œuvre puisque la présidentielle avec ses différents candidats et candidates à gauche pousse à souligner les différences. Mais on ne peut pas laisser penser que nous n'avons rien de commun avec d'autres forces à gauche, cela ferme tout espoir.

Je formule une proposition : notre candidat pourrait porter dans le cadre de sa campagne cette exigence de rassemblement pour l'élection législative. Cela permettrait de renforcer sa candidature en faisant connaître nos propositions en matière d'institutions (pas de présidentialisme mais une représentation du peuple à l'Assemblée nationale) et marquerait également sa différence avec les autres candidat·e·s de gauche en étant rassembleur et soucieux de l'avenir.

Cela est d'autant plus important que nous devons dès maintenant nous préoccuper d'avoir un groupe à l'AN car une fois la campagne présidentielle terminée, on aura besoin de député·e·s pour continuer à porter nos propositions pendant 5 ans.

Si nous ne prenons pas à ce CN d'initiatives pour la mise en œuvre de ce pacte d'engagements, je vois mal comment nous allons pouvoir atteindre l'objectif fixé par la résolution qui nous est proposée « construire une majorité politique de gauche comprenant le plus grand nombre de député·e·s communistes ».

Je ne propose pas d'en rabattre sur cet objectif ambitieux mais de prendre des dispositions pour être crédibles.

Enfin j'appuie la demande de Céline que nous ayons tous les éléments de préparation de ces élections législatives (hypothèses optimistes, pessimistes). Nous avons besoin de plus de transparence entre nous à ce sujet.

**Hervé Poly – Pas-de-Calais** (*Non communiquée*)

**Denis Durand – Paris**

La dynamique de campagne, l'unité du Parti qui se construit dans l'action, montrent combien nous avons eu raison dans notre choix de sortir de l'effacement et de présenter la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle.

La percée que nous avons réussie sur le nucléaire peut servir d'enseignement. Elle ne vient pas de ce que nous serions inspirés par un amour particulier pour telle ou telle technologie. Elle vient de ce que nous sommes des « révolutionnaires conséquents » : si l'urgence est de faire face au réchauffement climatique, alors il faut être réaliste : on a besoin, entre autres sources d'énergie, de différentes formes d'énergie nucléaire. Sinon, les discours sur l'écologie sont du bavardage qui mérite le scepticisme des électeurs.

Mais il en va de même pour les enjeux sociaux. Contrairement aux catalogues de promesses qui tiennent lieu de programme à beaucoup de candidat·e·s, nous prenons ces enjeux au sérieux et donc nous regardons en face l'ampleur des moyens à mobiliser pour atteindre les six grands objectifs qui structurent nos propositions. Dans la France meurtrie par la crise du capitalisme mondialisé et financiarisé, augmenter les salaires et les pensions n'est pas une option, surtout au moment où l'inflation se montre à nouveau. L'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, il faut la faire enfin ! Les centaines de milliers d'embauches dans les hôpitaux, dans les EHPAD, dans les écoles ne peuvent pas attendre ! Si ce ne sont pas là des promesses en l'air, ce sont donc beaucoup de dépenses pour le budget de l'État, pour la Sécurité sociale.

Mais ce sont surtout des centaines de milliards d'euros qu'il faut aller chercher dans les entreprises : augmentation des salaires et des cotisations sociales, nouvelles ressources fiscales. Les richesses créées actuellement sous l'empire de la rentabilité capitaliste n'y suffiraient pas. Même si on confisquait les 137 milliards de profits du CAC40, on serait encore loin du compte. Il faut donc prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent, non pas seulement pour répartir autrement les richesses créées sous l'égide du capital, mais pour créer d'autres richesses, avec d'autres critères.

L'emploi et les salaires ne doivent plus être une résultante hypothétique, subordonnée à la rentabilité des entreprises. Ils doivent devenir le point de départ, l'objectif numéro un, et en même temps la source des richesses qui permettront de réaliser l'ensemble des propositions du programme. On pourra ainsi libérer un potentiel insoupçonné d'efficacité économique, sociale et écologique.

En un mot, ce qui nous rend crédibles, c'est la sécurisation de l'emploi et de la formation, et c'est pourquoi nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'occulter ce projet révolutionnaire qui nous identifie dans la campagne.

Le réalisme de ce projet réside dans ce qu'il s'attaque à l'obstacle numéro 1 : le pouvoir du capital.

Notre programme est le seul qui instaure des pouvoirs de décision pour les travailleurs avec de nouveaux critères, et avec les moyens de financement qui rendent possibles leur mise en œuvre. C'est le seul qui comporte la nationalisation des grandes banques privées et de groupes stratégiques dans les services et dans l'industrie. C'est le seul qui inaugure le quinquennat par

l'amorce d'une planification démocratique et décentralisée du développement de l'emploi, de la formation et des services publics, dans une conférence nationale et dans des conférences régionales réunissant tous les acteurs économiques et sociaux. C'est le seul qui engage une bataille, non pas pour « désobéir » aux institutions européennes – nous ne sommes pas des bambins dans une cour de récréation – mais pour les obliger à obéir à la volonté des peuples...

Et c'est ce caractère révolutionnaire de notre programme qui fait que nous pouvons avoir une nouvelle écoute de ces millions de jeunes qui se mobilisent pour « changer le système, pas le climat » ; de nos concitoyens et concitoyennes qui – avec nos mots ! réclament « des milliards pour l'hôpital, pas pour le capital » ; de ces milliers de syndicalistes qui, dans des conditions épouvantables, font face avec courage aux assauts du capital, et qui ne se limitent pas à dénoncer les décisions du patronat mais qui mènent, et plus d'une fois remportent, des combats pour d'autres productions, porteuses d'emplois et de progrès écologiques.

L'élection présidentielle peut être une étape dans l'affirmation d'une force révolutionnaire dans le paysage politique, à côté et, si possible, en alliance avec les différents courants réformistes aujourd'hui divisés. C'est dans la campagne présidentielle que se détermine comment se fera la recomposition de la gauche. Un bon résultat sera le seul moyen d'obtenir toute notre place dans les accords qui pourront être discutés après l'élection présidentielle pour les législatives.

Mais un succès de notre candidat sera surtout crucial pour pouvoir résister, avec notre peuple, contre la droite et l'extrême droite dans une crise sociale, économique, écologique, politique, morale dont les prochaines manifestations vont être brutales. Il sera crucial pour rendre possible un rassemblement pour une transformation sociale de gauche.

### **Hülliya Turan – Bas-Rhin**

Un parti communiste en France fort est une nécessité. Cette campagne nous permet de gagner en visibilité avec un score que je souhaite le plus haut possible. Pour autant, il est important de regarder la situation dans sa globalité. Nous sommes dans un contexte où la droite dure, la droite ultralibérale/néolibérale a un électorat fort et consolidé, celui d'une fraction de la bourgeoisie et de la grande bourgeoisie et même une partie des masses populaires. L'extrême-droite aujourd'hui a quant à lui le luxe de pouvoir présenter deux candidatures tellement les idées fascisantes et racistes ont repris de la place dans la population, chez les travailleurs qui, en vrai, partagent un intérêt à gauche et qui font le choix encore trop majoritairement de l'abstention. Nous sommes dans une situation telle qu'il est important de nous dire que la gauche est faible.

Contrairement à ce qui a été dit, je ne pense pas que ce sont des élections qui repositionnent l'échiquier politique. Les élections sont un temps donné, une photographie à un instant T. Et c'est la partie cachée de l'iceberg qu'il nous faut regarder, celle qui ne s'exprime pas. Avec notre campagne, les propositions sur les enjeux économiques, autour de la question du travail, et qui sont au cœur de notre campagne, sont extrêmement justes. Mais mon expérience d'élue dans un quartier populaire, un des plus pauvres de Strasbourg, ville dont un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté, m'amène à dire que nos propositions ne rencontrent pas cette partie de la population. Dans ces quartiers, la France de la start-up nation a fait des dégâts. Aujourd'hui les milieux populaires et une grande partie de la France travailleuse n'est pas dans les usines, n'a plus un travail stable avec un CDI. Au contraire, c'est la précarisation du travail qui y est la norme. Il y a une réflexion à avoir de ce point de vue. Je pense qu'avec

nos propositions, nous regardons trop dans le rétro, en proposant des alternatives pour une société qui n'est plus la même. Nous ne sommes pas assez dans la construction de perspectives d'avenir avec la complexité de la société telle qu'elle est. Je pense que, là, on a un écueil. Ma deuxième remarque porte sur les questions sociétales/sociales. Par exemple, sur la question de l'universalisme je ne suis pas totalement sûre que notre message soit bien compris. Sur le féminisme ou encore les questions de l'écologie, j'ai le sentiment que bien que nous disons des choses justes, parfois des relents, que l'on pourrait presque qualifier de réactionnaires, apparaissent dans les réseaux sociaux pour défendre nos positions. Cela me questionne parce que les questions sociales sont essentielles dans les quartiers populaires et elles sont parfois même centrales dans les débats. Dans ma fédération nous avons vraiment des difficultés à rentrer dans la campagne pour le moment, bien que nous ayons enfin commencé à mettre en place des Comités des jours heureux, ce nous nous en félicitons. Nous avons évidemment également de nouvelles adhésions. Nous allons pouvoir nous déployer et nous mettre en dynamique avec l'accélération du calendrier. Pour autant, l'articulation avec les législatives n'étant pas extrêmement claire, nous sommes un peu en difficulté comme l'ont également exprimé d'autres camarades. À ce jour, notre fédération n'a pas encore pu proposer de candidatures.

**François Diot – Nièvre** (*Non communiquée*)

**Patrice Bessac – Seine-Saint-Denis** (*Non communiquée*)

**Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis** (*Non communiquée*)

**Pascal Savoldelli – Val-de-Marne**

Je pense qu'il faut éviter un écueil : exprimer nos analyses, nos expériences militantes en « fusionnant » celles qui relèvent de la campagne du candidat, celles qui relèvent du rôle notre direction et de la vie du parti, celles qui relèvent du rassemblement dans la société en cherchant et en reconnaissant d'autres engagements, syndicaux, associatifs... de citoyens-ennes proches des valeurs de notre combat.

Il ne s'agit pas de cloisonner nos échanges mais de chercher d'élargir notre capacité de réflexion et d'action. C'est peut-être envisageable pour le rapport et l'organisation du débat ? Une remarque revient souvent depuis plusieurs CN sur les questionnements de camarades : je la résume, « ne pas être commentateur mais être acteur ».

Pour ma part, débattre de la complexité de la situation politique d'abord à gauche mais aussi à droite et à ses extrêmes, de la situation sociale, de l'état de la société, des contradictions... Ce n'est pas perdre du temps, de l'efficacité.

C'est utile pour le candidat, c'est utile pour le parti, c'est utile pour le rassemblement donc utile pour l'action.

Ian dans son rapport ,a par exemple, eu raison d'évoquer l'instabilité des intentions de votes à gauche.

Quand il d'évoque que 80% des français-es aspirent à une augmentation des salaires, c'est important d'apprécier que libéralisme fait des ravages ; 641 500 entreprises qui se sont créés, ne sont que des microentreprises avec le statut d'autoentrepreneur principalement sur de la livraison à domicile, aux entreprises, à des activités de poste et de courrier et du ménage.

On est face à un capitalisme de plateforme qui veut externaliser le salariat.

C'est important dans notre bataille sur la poste, sur les services publics et sur le droit au



travail. Comme ça vaut la peine de réfléchir aux conditions du combat pour « sortir du marché » la vie et la dignité de nos aînés... Bref, bien d'autres sujets sont décisifs.

On a besoin d'échanger sur les contradictions de la situation actuelle car pour l'instant demeure une abstention globale que l'on ressent dans notre militantisme mais aussi d'un vote de classe trouvant sa voie et une certaine solidité avec 4 candidats : Péresse, Le Pen, Zemmour et Macron sur le terrain économique et de sa fonction.

Pas à commenter mais en débattre pour contrarier, pour peser.

Notre sujet n'est pas une sorte de « question confiance » au parti qui serait systématiquement posée à des camarades qui interrogent sans enfreindre la légitimité des décisions majoritaires, ou encore de proclamer « le parti se reconstruit », « le retour du parti » pour justifier une sorte de clarification « douce » ou autoritaire.

Rien de « hors sol » que de demander qu'on anticipe ensemble sans figer le paysage politique, les différentes hypothèses pour les deux seuls candidats qui pourraient être présents au 2<sup>ème</sup> tour.

Ça ne constitue pas un frein à la mobilisation de tous les communistes ni à la progression de l'influence électorale du candidat du parti, Fabien. Cela relève d'un exercice de la responsabilité de la direction du parti, le CN.

Nous savons et cela depuis plusieurs décennies, que les législatives, le résultat du parti, l'élection du plus grand nombre de députés communistes et la constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale ne peuvent être déléguées au seul résultat du candidat présenté ou soutenu par le parti.

La présidentielle « écrase » la démocratie représentative parlementaire, « écrase » le pluralisme.

L'intervention de notre camarade Pierre Lacaze, responsable national aux élections, sur la préparation de ces échéances capitales pour la diffusion et l'influence de nos idées, le financement du parti était assez attendue et source de débat pour être comme d'autres éventuellement, résumée.

C'est pourquoi j'ai demandé qu'elle soit publiée dans son intégralité.

Comme d'autres, j'ai une nouvelle fois demandé ce que voulait dire- avant le résultat de la présidentielle- au plan stratégique et pratique le concept de « pacte d'engagements communs ». Pacte, un accord, un contrat avec qui ? Quels engagements législatifs ? Quel objectif commun avec les autres forces de gauche et écologistes ? Bref, quelle est notre orientation ? Poser encore ces questions, ce n'est pas être défaitiste ou défensif.

Sur quel périmètre et quelle pratiques de rassemblement pourraient dès maintenant militer les plus de 200 candidats-es désignés. Et celles et ceux qui vont l'être dans le plus proche avenir. Le contenu de notre programme est considéré commun point d'appui solide. Je partage cet avis. C'est un outil qui doit être utilisé aux côtés du mouvement social dans la circonscription, des besoins et des enjeux territoriaux.

Plusieurs camarades ont demandé des analyses chiffrées, des projections sur nos positions actuelles, sur les possibilités de conquête pour notre parti et pour les autres composantes de gauche, sur la « fourchette » du nombre de circonscriptions ou un accord de 1<sup>er</sup> tour entraînerait la non présence d'un-e candidat-e de notre parti ou des autres partis ou mouvements...

Enfin en termes d'orientation générale, je pense qu'en terme de valeurs, il faudrait enfoncer le clou sur deux idées : pas de liberté, pas de nouvelles libertés sans l'égalité et un après de la société qui seraient régis d'abord par les droits que par les devoirs. Je le ressens par rapport à

des exemples concrets : gilets jaunes, parcours sup, culture, immigration, énergie, travail, démocratie...

**Séverine Peter – Val-de-Marne** (*Non communiquée*)

**Franck Mouly – Seine-et-Marne**

Nous avons abordé cette campagne il y a huit mois avec la volonté de faire mentir les pronostics, en pensant qu'avec de l'enthousiasme de l'énergie nous allions renverser la table. Certes, la volonté est une qualité que l'on retrouve chez beaucoup de communistes, mais le volontarisme érigé en dogme a aussi ses limites.

Je mettrai de côté les difficultés pour un parti comme le nôtre, culturellement du côté du collectif et de la rationalité, de se plier aux contraintes d'une élection présidentielle ultra-personnalisée et à l'heure où les réseaux sociaux dictent leur loi.

Or dans ce contexte, conjuguer l'injonction à exister dans le débat, avec l'art de la nuance est un exercice difficile. Surtout quand on n'est pas sur son terrain. Et justement, ce ne sont pas les principales préoccupations exprimées par les français, le pouvoir d'achat, la santé ou encore l'écologie, qui polarisent le débat politique, mais ce sont pour l'instant les thèmes de l'insécurité, de l'identité et de l'immigration, dictés par Emmanuel Macron qui cherche à se tailler un second tour sur mesure. Et dans cette campagne, je dirais qu'au mieux, on est reconnu comme porteurs d'une lecture progressiste de ces thèmes, mais que l'on peine à être entendus sur nos sujets, économiques, sociaux et écologiques, et encore moins sur la perspective communiste que nous portons.

Et même lorsque nous sommes sur une de nos propositions, conserver le nucléaire dans notre mix énergétique, alors que le parti est comme la société française dans son ensemble, traversé par un débat, c'est au prix d'une certaine radicalisation de notre propos que nous tentons d'être identifiés.

On pourrait donner d'autres exemples, et s'interroger sur ce qui est finalement retenu lorsqu'on dit à juste titre qu'il faut passer « d'une France du chômage à une France du travail ». Même chose aussi sur nos références insistantes au fait national, que l'on peut certes relier à une tradition politique à laquelle le PCF se réfère à juste titre, mais qui faute d'être exprimée dans les conditions d'aujourd'hui, ne contribue pas à la clarté. D'autant que notre effort pour faire vivre un discours communiste qui « imprime » dans le débat, nous conduit trop souvent à nous référer au passé plutôt qu'à l'avenir. Il y a là une fragilité pour que la visibilité médiatique du candidat se traduise dans la durée et en profondeur par regain d'intérêt pour un communisme de notre temps.

Autre interrogation, ce volontarisme aide-t-il à avoir une vision claire de la situation politique ?

Le projet de résolution qui nous est communiqué en témoigne. Le paysage à quelques semaines de la présidentielle est décrit ainsi : il y a celles et ceux qui veulent détruire notre modèle social et fracturer le pays, et puis il y a notre candidat et notre programme.

Franchement, c'est un peu court.

Nous avons certes renoncé à évaluer nos choix stratégiques avec une clause de revoyure, mais du moins essayons de dresser un portrait lucide du paysage politique : je ne parle pas seulement des moments où contre l'évidence, nous expliquons que nous pouvons gagner l'élection présidentielle.

Je veux pointer le risque de passer à côté de l'aspiration populaire à faire front commun, elle est très forte à gauche. D'ailleurs, la participation à la primaire citoyenne, initiative

« bilboque » mais qui a réuni 400.000 votant·e·s, en témoigne.

À quelques semaines de la présidentielle, il est probablement trop tard pour empêcher la victoire de Macron, la droite ou pire encore. Mais comme beaucoup de communistes je m'interroge : croit-on sincèrement qu'on va « compenser » ce désastre en tirant mieux que d'autres, notre épingle du jeu dans une compétition entre vaincus ? Ce n'est pas la culture du Parti qui cherche toujours les voies pour construire une majorité.

C'est pourquoi il faut prendre une initiative. À l'image de ce que notre parti su faire au temps du Front populaire, il est encore temps de se hisser à la hauteur de la situation et proposer un front commun, sinon pour l'élection présidentielle, tout au moins pour les législatives.

Je ne veux pas parler de ce qu'a évoqué Pierre Lacaze ce matin, d'accords électoraux ici ou là, il faut le faire bien sûr et avec plus de transparence et de clarté, mais je parle d'une initiative politique de grande envergure, qui se voit et qui se donne l'objectif d'arracher une majorité parlementaire de gauche ou au moins d'un pôle de résistance, le « bloc clair » dont a parlé Patrice Bessac et dont le PCF doit être moteur.

Prenons une initiative politique forte, exprimons une ligne politique claire, et la nature et les axes d'un tel rassemblement. J'ai la conviction que c'est en étant les artisans de cet espoir que nous saurons démontrer notre utilité et faire retour.

C'est cet état esprit que je retrouve dans les débats des communistes, mais pas dans la résolution proposée. C'est pourquoi en l'absence de bougés de celle-ci, nous proposons avec plusieurs camarades du conseil national qu'une résolution alternative puisse l'exprimer et soit portée comme contribution à l'attention des communistes.

### **Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime**

Je veux commencer par réagir à l'intervention du responsable aux élections.

Le désaccord de fond que j'ai avec Pierre Lacaze c'est qu'il a dit plusieurs fois lors des quelques réunions du groupe législatives que la question du groupe communiste n'était pas un enjeu puisque ça faisait 15 ans qu'il n'y en avait plus. Et que donc contrairement à ce qu'il a dit tout à l'heure il a déjà fait une croix sur le groupe, ce qui est une attitude peu responsable et surtout pas conforme avec le choix des communistes lors de la conférence nationale de renforcer notre présence à l'AN. La réalité c'est que si Pierre insiste tant pour laisser la main aux fédérations seules sur les législatives c'est surtout pour se dédouaner lui des conséquences de ses propres turpitudes.

J'en viens à mon intervention.

Après l'opinion, c'est cette fois Le Figaro qui pointe le fait que Macron et sa bande travaillent à un véritable coup de force démocratique, l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée nationale est aujourd'hui sur la table. Alors évidemment cette hypothèse n'existe que si Macron est réélu mais en tout cas la menace ne viendra pas d'une gauche qui n'a ni projet ni rassemblement pour le porter, bref qui cumule les handicaps sans en régler aucun.

Donc hypothèse d'une réélection de Macron est aujourd'hui la plus probable. Avec donc cette hypothèse d'une dissolution.

Pour y faire face nous avons deux atouts, le premier c'est une réactivité que nous avons encore et le second c'est une implantation territoriale quasiment aujourd'hui inégalée à gauche.

Alors servons-nous de ces atouts.

24 avril : 2e tour de la présidentielle

27 avril : proclamation de la réélection de Macron & dissolution de l'Assemblée nationale avec deux hypothèses de date de 1er tour.

>> Hypothèse 1er tour le 22 mai

Samedi 30 avril : date limite de dépôt des candidatures

lundi 16 mai : livraison du matériel officiel

mardi 17 mai : commission de propagande préfectorale

>> Hypothèse 1er tour le 29 mai

samedi 7 mai : date limite de dépôt des candidatures

lundi 23 mai : livraison du matériel officiel

mardi 24 mai : commission de propagande préfectorale

C'est pour ça que je pense que même si stratégiquement il faut que chaque fédération soit libre d'utiliser le vocable de candidat·e ou chef·fe de file, nous avons intérêt à déposer dès le mois de mars le maximum de mandataires financier·e·s et ouvrir le maximum de comptes de campagne car nous pouvons avoir un temps d'avance décisif sur tous les autres qui, eux, pourraient être pris de court.

Quant aux candidatures aux législatives dans la Seine-Maritime nous avons lancé le processus de désignation au CD de fin janvier, et nous allons travailler sur dix candidatures dont celles de Sébastien Jumel, Jean-Paul Lecoq et Hubert Wulfranc qui sont naturellement candidats à leur réélection. Le CD de Seine-Maritime place évidemment comme objectif fondamental la réélection de nos trois députés. Le CD appelle également de ses vœux la construction d'un véritable accord national contrairement à ce qui a été décidé au CN de décembre où depuis chaque fédération est livrée à elle-même, au moins sur les 63 circonscriptions de gauche sortantes, de façon à ce qu'un groupe communiste renforcé sorte de cette séquence électorale pour que nous ne nous effacions pas de l'AN comme nous nous sommes effacés du Parlement européen. Nous l'avons tous souligné malgré le fait que Ian Brossat ait été la révélation médiatique de la campagne.

### **Aline Guitard – Rhône**

Tout d'abord merci à Patrice Bessac d'avoir parlé de ceux qui ont peur et auxquels il faut rendre l'espoir et leur place dans la société. Parce que dans les mots qu'il a prononcés, j'ai reconnu mes élèves. Mes élèves qui chaque matin me disent leur peur face à tout ce qu'ils entendent ou lisent dans les médias, tout ce qui les exclue et il est essentiel que nous soyons ceux qui leur disent qu'ils n'ont pas à avoir peur, qu'ils sont la France, qu'ils ont leur place ici. A présent, je vais être un peu terre à terre et, comme cela a été demandé ce matin, essayer de faire un partage d'expérience. Du coup, je vais parler de Lyon.

A Lyon, la campagne présidentielle a eu du mal à prendre. Les camarades, quel que soit leur vote interne, étaient contents mais démobilisés. C'est en devenant concrets, en parlant projet et réel, que l'on a réussi à les mobiliser davantage.

On a lancé le Comité des Jours heureux en partant de notre activité depuis deux ans et du réseau solidaire en lien avec le Secours Populaire. Nous avons donc lancé le comité en faisant une collecte solidaire au profit du Secours Populaire. On s'est retrouvé en pleine polémique sur la bouffe... Ce n'était pas prévu mais cela nous a permis de démontrer concrètement ce

que nous portons : quand certains s'émeuvent qu'on mange de la viande, nous nous portons l'exigence du bien manger pour tous et toutes et même de manger pour tous.

Cette initiative a donné souffle aux camarades. Le matériel programmatique a renforcé les choses, notamment celui sur la Poste qui s'adresse à la fois aux usagers et aux agents, qui parle service public mais aussi bonnes conditions de travail. Les camarades se sentent à l'aise avec ce matériel et ce matériel produit des réactions positives. Alors on voit les camarades être plus mobilisé·e·s et nos propositions avoir de l'écho. Le livret aussi est un outil qui fait du bien : ce matin, sur mon quartier à la Croix Rousse, lors de la vente hebdomadaire de l'Humanité Magazine, les camarades en ont passé 26 ! Ils en avaient pris 30 pour deux semaines, mais ça part très vite, nos propositions interpellent, intéressent ... On sent que ça frémit. Ça frémit en interne, chez nos militant·e·s, et ça frémit dans la société quand on s'adresse aux gens.

En parallèle, nous organisons depuis 1 an, dans la 3<sup>e</sup> circonscription, les « RDV du 15 » où sont invitées toutes les forces de gauche, autour de l'idée de porter un projet commun à l'Assemblée nationale autour d'un candidat commun. Bien sûr nous savons que cela n'ira sans doute pas au bout, mais nous sommes ceux qui cherchent à rassembler et à construire, sans pour autant renoncer à poser nos candidat·e·s communistes dans l'espace public. Nous avons 4 circonscriptions, nous proposons 4 candidat·e·s communistes. Mais nous n'excluons pas de ne pas mener toutes au bout, de faire des alliances. Mais nous avançons quand même dès à présent dans l'espace public quitte à nous retirer si la situation, locale ou nationale, dans le cadre d'un accord, l'exige. Et là je rejoins ce qui a déjà été dit : nous avons besoin de chiffres précis, d'analyses précises sur les législatives, de chiffres précis sur les circonscriptions gagnables seuls, sur celles gagnables seulement en union, sur celles impossibles... afin de faire des choix ! Car c'est dans un cadre national que nous travaillons. Parce que moi, je ne suis pas membre du Parti Communiste de Lyon, je suis membre du Parti Communiste Français.

**Matthieu Guinebert – Doubs** (*Non communiquée*)

**Taylan Coskun – Seine-Saint-Denis** (*Non communiquée*)

**Léon Deffontaines – Seine-Saint-Denis** (*Non communiquée*)

**Marie-Christine Burricand – Rhône**

Je partage les éléments de confiance soulignés par plusieurs camarades dans la situation présente. La candidature de Fabien Roussel a trouvé un espace, un chemin, une dynamique dans une situation où des forces politiques qui se pensaient dominantes, comme les verts, rencontrent des difficultés qu'ils n'avaient pas prévues. Cela ne veut pas dire qu'on oublie les tendances lourdes de la période, le caractère pervers de la présidentielle qui est une tueuse. Mais il y a un fait nouveau qui modifie la situation politique : nous avons un candidat et faisons vivre cette candidature.

C'est un élément de confiance très fort pour tous les communistes, particulièrement pour les candidats à la législative, une élection qui se décline localement mais qui a un caractère national. C'est vrai partout, là où nous voulons conserver une circonscription, là où nous voulons la conquérir, là où nous voulons peser dans le rapport de forces et exister dans le débat politique. Rappelons-nous que chaque voix compte, y compris pour les finances du parti. Nous aurions donc tort de figer le rapport des forces, comme je l'ai parfois entendu aujourd'hui, comme d'enjamber la présidentielle. L'heure est à développer notre campagne

présidentielle pour progresser le plus loin possible.

Je voudrai insister plus particulièrement sur les quartiers populaires au regard de l'expérience des rencontres tenues et de ma propre expérience dans ma ville. Nous avons créé un comité des jours heureux, un meeting réussi avec Fabien Roussel en décembre, nous prévoyons 5 rencontres sur le programme et démarrons le porte à porte. Nous avons beaucoup à gagner dans ces quartiers, ce qui signifie que nous avons beaucoup à perdre aussi. Ils sont au premier rang des conséquences de la politique du président des riches et nos propositions les concernent au premier chef. Mais l'expérience nous a appris les risques d'une abstention massive comme d'un vote utile dans une gauche affaiblie, voire pour Macron face à la crainte d'un Zemmour largement sponsorisé.

Les portes-à-portes révèlent, parmi les électrices et électeurs de notre sphère d'influence, un bon accueil. Ils souhaitent mieux connaître nos propositions, identifient rapidement Fabien Roussel, apprécient notre candidature, s'engagent dans des appels à voter.

Mais nous rencontrons encore beaucoup d'électrices et d'électeurs, qui bien qu'inscrits restent loin de la présidentielle et affirment n'y avoir pas encore réfléchi. Ils ont dans ce moment où ils n'ont pas pris leur décision une vraie disponibilité pour la discussion qu'il faut saisir sans attendre le dernier moment. Nous avons encore à gagner sur la notoriété de Fabien Roussel. Les médias ne font pas tout et le « portage humain » est essentiel, les rencontres de proximité, les diffusions de vidéos. Le 9 pages, avec ses 10 raisons de voter, est un bon outil aux porte-à-porte.

Les discussions se centrent sur les questions du salaire et de l'emploi et des possibilités de décider réellement quant à l'utilisation de l'argent dans un monde dominé par le capital, la finance, les grandes fortunes. Nos propositions sur le SMIC, sur la revalorisation de la valeur « travail », sur les 32h et la retraite sont très écoutées, y compris par ceux qui se retrouvent auto entrepreneurs, pas par choix, mais parce qu'ils n'ont rien trouvé d'autre, pour des salaires souvent très bas et une place du travail non déclaré qui s'installe de plus en plus.

L'école reste un espoir pour les familles populaires autant qu'une inquiétude. Nos propositions de plus d'école, quand on prend le temps de les expliquer, répondent à ces préoccupations ; mesurons le nombre de familles très modestes qui font de gros sacrifices pour inscrire leurs enfants dans des écoles privées parce qu'ils pensent qu'ils y seront plus accompagnés.

Nos propositions pour la jeunesse – revenus étudiant, 10 % d'embauches obligatoires dans les entreprises privées, contrat formation rémunérée/engagement de travail dans la fonction publique, sont appréciées non seulement chez les jeunes mais aussi chez les parents inquiets de l'avenir, de leurs difficultés à aider autant leurs enfants qu'ils le voudraient faute de moyens. Ils dessinent une autre société possible. Il n'y a pas de temps à perdre pour aller à la rencontre de tous ceux-là !

### **Amadou Deme – Essonne**

Comme l'a évoqué le rapport introductif, notre campagne présidentielle est l'occasion d'aborder une multitude de sujets qui s'inscrivent absolument dans les préoccupations actuelles des gens, telles les questions liées à l'emploi et la Santé. J'ai pu vérifier lors de la venue de Fabien dans mon département le 20 janvier dernier cette adéquation entre ce que porte notre candidat et les aspirations populaires. L'ensemble des responsables associatifs et syndicaux contactés pour préparer notre meeting était à la fois surpris et heureux qu'un candidat à la présidentielle prenne le temps de venir les rencontrer et échanger avec eux. Du reste, dès le début de la journée, au nord du département, dans un territoire où pourtant

l'activité communiste est absente depuis plusieurs années, 80 personnes étaient venues pour l'accueillir et plus tard sa défense d'une alimentation saine accessible à tous formulée lors de la visite d'une Amap a été très bien reçue.

Chacun peut le constater : la situation actuelle porte à la confusion et particulièrement à gauche où la recomposition du paysage politique n'est certainement pas achevée. Pour la première fois depuis très longtemps, les intentions de vote nous placent au même niveau et même parfois devant la candidate du parti socialiste, qui paie évidemment le bilan du quinquennat Hollande-Valls et les renoncements pour ne pas dire trahisons de la « gauche » sociale libérale. Les communistes doivent cependant veiller à rester rassembleurs, porter leurs propres solutions à la crise et redonner l'espoir à ceux qui n'y croient plus sans entrer dans des polémiques stériles avec nos concurrents, notamment sur les réseaux sociaux. Privilégions plutôt les échanges directs avec celles et ceux qui vivent et combattent la misère sociale. A Grigny, l'augmentation brutale des charges locatives imposée aux habitants de la cité de la Grande Borne représente pour eux un 13ème mois de loyer. C'est pourquoi militants et élus sont mobilisés sur le terrain et rencontrent un excellent accueil avec la pétition dénonçant cette nouvelle attaque du pouvoir d'achat ; appuyons-nous sur ces bonnes pratiques et mobilisations pour accélérer notre campagne.

Voilà pourquoi je fais la proposition que nous consacrons un week-end militant à frapper à 40 000 portes avec la volonté de faire signer un maximum d'appels à voter Fabien Roussel. Engageons un débat direct avec le peuple pour démontrer l'utilité de la candidature de Fabien et ainsi voire où nous en sommes dans notre capacité à réellement convaincre, car un mouvement de sympathie envers un candidat ne se traduit pas forcément par un vote rappelons-le. Pour combattre la résignation qui s'est installée et les logiques de vote utile, il faudra plus que quelques points d'indice de popularité.

Les élections législatives étant indissolublement liées au résultat de la présidentielle, nous avons, à l'occasion du séminaire de travail de la direction départementale du 20 novembre, fixé l'objectif de faire réaliser 5 % à Fabien, en arguant du fait que c'était le meilleur moyen de lancer au mieux ces législatives. Nous basant sur les résultats réalisés par le candidat que le PCF soutenait en 2017, nous avons ciblé les communes populaires où Mélenchon était en tête il y a 5 ans et redonné ainsi confiance, en proposant des objectifs chiffrés et donc tangibles, à nombre de camarades qui ne voyaient pas comment prendre ces campagnes « par le bon bout ».

Dans la 10ème circonscription de l'Essonne, nous pouvons nous appuyer sur 2 maires, 2 conseillères départementales et un conseiller régional ; sinon en rapports d'influence, nous y représentons la principale force militante et dans le contexte confus que nous connaissons, il y a certes besoin d'un regard national pour nos députés sortants, mais aussi pour ce type de circonscription où l'on peut nourrir de nouvelles ambitions, marquer des points voire gagner, et construire pour l'avenir y compris pour les prochaines échéances locales. Cela nécessite une stratégie bien coordonnée et de ne pas partir bille en tête dans toutes les circonscriptions.

**Pierre Garzon – Val-de-Marne** *(Non communiquée)*

**Gilles Gurlot – Seine-Saint-Denis** *(Non communiquée)*

**Isabelle De Almeida – Côte-d'Or** *(Non communiquée)*

**Robin Salecroix – Loire-Atlantique** *(Non communiquée)*



**Nicolas Cossange – Hérault** *(Non communiquée)*

**Pierre Laurent – Paris**

Je veux dire que la résolution reste pour moi insatisfaisante sur les législatives. J'espère que la réunion du 10 mars avec les candidats aux législatives sera l'occasion d'approfondir les questions qui font à mes yeux défaut: mieux argumenter l'importance de nos candidatures dans le contexte qui sera celui de l'après-présidentielle, mieux définir le contenu de nos campagnes législatives qui ne peuvent pas seulement être la répétition de la campagne de Fabien, et enfin mieux dire l'objectif de nos accords en vue de la constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale.

Je veux aussi m'étonner, comme président du Conseil national, de certaines interventions qui parlent d'un CN coupé des réalités, pas en phase avec les communistes, ou pas en phase avec les décisions du dernier congrès. Tous les camarades du CN sont en campagne et chacun fait du mieux qu'il peut dans sa fédération. Les membres du CN expriment aussi ici des questions qu'ils rencontrent dans leur activité et c'est normal, c'est le rôle d'une direction d'en débattre, car ces questions existent aussi dans la réflexion des communistes. Quant à la référence au Congrès, je rappelle que ce Conseil national a été élu dans son entièreté et dans la pluralité de ses sensibilités par le dernier congrès, c'est la direction nationale du Parti jusqu'au prochain congrès. Il n'y en a pas d'autre. Donc débattons, respectons nous et avançons ensemble.

**Pierre Lacaze – Haute-Garonne** *(Non communiquée)*

**Igor Zamichiei – Paris** *(Non communiquée)*

**Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine** *(Non communiquée)*

**Pierric Annoot – Hauts-de-Seine** *(Non communiquée)*

\*

## **Législatives 2022 : il est encore temps de faire front commun**

*Contribution aux débats du Conseil national du 5 février 2022*

Au mois de mai dernier, une majorité de communistes se prononçait en faveur d'une candidature à l'élection présidentielle issue du Parti communiste français pour « créer les conditions d'une alternative de gauche » avec comme « objectif final d'empêcher le duo Macron/Le Pen, mais surtout empêcher la finance de conserver le pouvoir dans notre pays » selon les mots de notre secrétaire national, Fabien Roussel. À moins de dix semaines du premier tour de l'élection présidentielle, force est de constater que le « surgissement d'un très grand mouvement populaire » ne s'est toujours pas produit malgré nos efforts militants.

Plus grave, dans un contexte de confusion et de multiplication des candidatures à gauche, les scénarios d'un second tour dominé par les candidats de la droite et de l'extrême-droite restent aujourd'hui

encore les plus probables. Engluées dans des stratégies concurrentielles qui enjambent une échéance présidentielle réputée perdue, la plupart des forces de gauche restent en effet scotchées au plancher dans toutes les études d'opinion. À ce point que désormais Emmanuel Macron peut apparaître comme le vote utile pour des électeurs de gauche !

Pourtant selon les sondages, le seuil de qualification pour le second tour se situe désormais entre 15 et 18 points. Et dans un contexte de recomposition politique, les thèmes de la gauche (égalité, pouvoir d'achat, santé, écologie...) figurent au cœur des préoccupations exprimées par la population. Disons-le, le parti communiste français ne porte pas la principale responsabilité de cette situation inquiétante. Mais, alors même que nous ambitionnons de contribuer à une dynamique rassembleuse, nous avons le devoir de nourrir l'espérance, notamment celle des classes populaires dont l'irruption dans l'élection serait décisive.

Dans cette situation, nous aurions dû depuis des mois déjà nous hisser au-dessus de la mêlée, ainsi que nous avons toujours su le faire dans les moments cruciaux de l'Histoire. Face à la barbarie inégalitaire, nous aurions dû privilégier, comme nous l'avons fait en 1934, un front commun qui rende possible de nouvelles conquêtes sociales. Cela malheureusement n'a pas été le cas.

De fait, l'absence d'espoir pèse comme une chape de plomb sur les esprits, dont ceux des militants communistes. Si beaucoup de militants s'enthousiasment pour la campagne, pour un certain nombre cette situation freine leur plein engagement dans la bataille présidentielle. D'autres se mettent de côté, envisagent de voter blanc, pour une autre candidature, voire rendent leur carte. Evidemment dans ce contexte, le pire serait de se livrer à une absurde chasse aux sorcières, qui approfondirait les fractures et les divisions au sein du Parti communiste. L'ensemble des communistes doit être respecté, pour préserver la capacité à agir ensemble demain, dans les combats politiques et les mouvements sociaux.

Aujourd'hui, même si les forces de gauche ne parviennent pas à un compromis pour la présidentielle, il est encore temps d'éviter un « suicide collectif » aux législatives. Il serait incompréhensible que nous ne nous donnions pas réellement les moyens d'un accord avec les forces de gauche, à commencer par la France Insoumise puisque nos groupes respectifs votent pour l'essentiel de la même manière à l'Assemblée nationale, et que nous nous retrouvons dans les luttes. Plutôt que de grossir artificiellement les divergences, proposons un chemin pour faire grandir l'en-commun. Nous pensons que le parti communiste français se grandirait en prenant dès maintenant une initiative marquante, exprimant publiquement et précisément les conditions d'un rassemblement aux législatives, non seulement sur le programme, mais aussi sur l'arc politique et le type de campagne à mener. L'implication populaire, par la mise en place d'assemblées dans toutes les circonscriptions, paraît incontournable pour nous donner de la force.

Il est encore temps de faire front commun pour préserver ensemble l'existence de groupes parlementaires de gauche, et pourquoi pas les faire grandir. C'est en œuvrant dans ce sens que notre parti saura faire la démonstration de son utilité, et retrouver un rôle central dans la vie politique du pays. Cela sera plus que nécessaire, dans une situation politique qui va devenir étouffante pour toutes les forces de progrès. Comme le montrent les programmes de Zemmour, Le Pen et même Pécresse, les droits et libertés citoyennes, syndicales et associatives sont plus que jamais menacés.

Evidemment, cela suppose de tirer objectivement les leçons des dernières échéances électorales, des européennes aux élections locales de 2020-2021. Viendra aussi le moment où il faudra tirer le bilan de notre contribution politique collective à la présidentielle et aux législatives.

A tous les communistes, qu'ils soient enthousiastes ou bien désabusés, et y compris à ceux tentés de se mettre en retrait de notre parti, nous disons qu'au lendemain de la séquence électorale, il y aura à

reconstruire une perspective transformatrice. Cela ne pourra se faire sans les communistes, les plus attachés au rassemblement des forces qui portent l'émancipation humaine.

*Antoine Guerreiro, Robert Injey, Isabelle Lorand, Frank Mouly*